



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Denis, J.F.

Bayle et Jurieu.

194
B353d

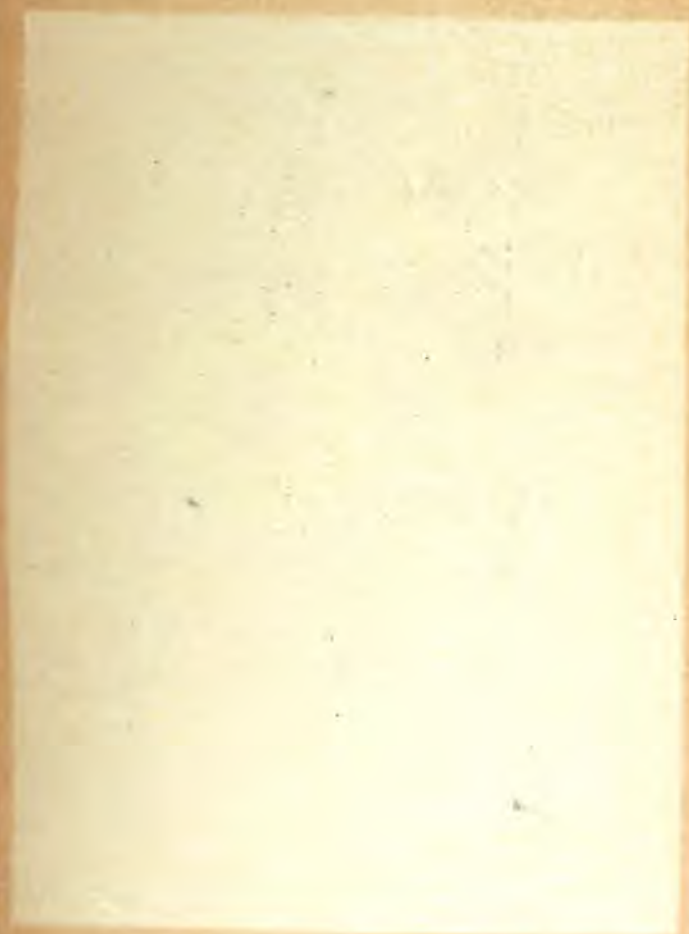


STANFORD UNIVERSITY LIBRARY





STANFORD UNIVERSITY LIBRARY





Denis



BAYLE

ET

JURIEU

PAR

J. DENIS

MEMBRE CORRESPONDANT DE L'INSTITUT

MEMBRE DE L'ACADÉMIE NATIONALE DES SCIENCES, ARTS
ET BELLES-LETTRES DE CAEN



CAEN

IMPRIMERIE LE BLANC-HARDEL
HENRI DELESQUÈS, SUCCESSEUR

RUE FROIDE, 2

1886

Ct

194
B353d

707345

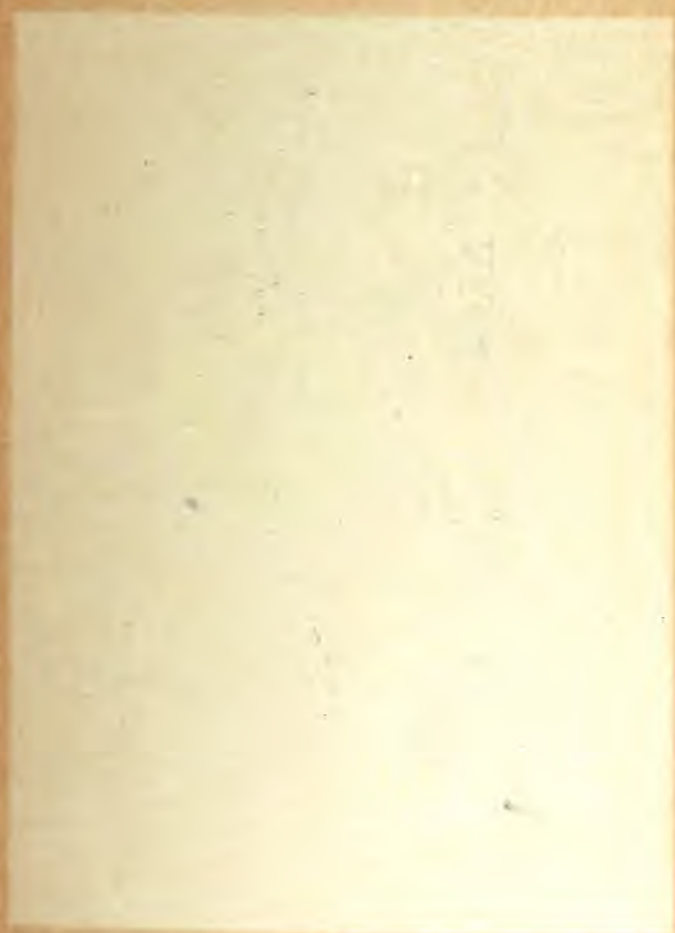
*Extrait des Mémoires de l'Académie nationale des Sciences,
Arts et Belles-Lettres de Caen
(Havre Caen 1849)*

BAYLE ET JURIEU

Le despotisme, cédant à sa propre nature et aux imprudentes suggestions du dogmatisme religieux, avait, en révoquant l'Édit de Nantes, jeté le gant à l'esprit moderne; l'esprit moderne le releva, et ce fut désormais une guerre à mort où la pensée finit par avoir raison de la force. La plume des réfugiés français ne fut pas moins funeste à la monarchie catholique de Louis XIV que l'épée de Guillaume, prince d'Orange, avec lequel on vit triompher, à la paix de Riswick, la cause du protestantisme et le principe de la liberté des peuples. Louis, ce Constantin, ce Théodose, ce destructeur de l'hérésie, ce type et ce défenseur de la légitimité, fut forcé de reconnaître l'usurpateur qui avait exterminé d'Angleterre tout espoir de restauration catholique avec le roi Jacques II, et qui avait assis sur le trône la monarchie constitutionnelle en face de la royauté de droit divin : double défaite dont on ne sentit pas d'abord toute l'étendue et la profondeur.



STANFORD UNIVERSITY LIBRARY





Denis

pas raisonner sur tout ce qui s'est passé en politique raffiné ; j'adore avec vous les desseins de Dieu , qui a voulu révéler par la dispersion de nos protestants ce mystère d'iniquité et purger la France de ces monstres..... » Eh bien ! en admettant que le mal fût tel que le représente Bossuet, je dis, en me plaçant à son point de vue, que le remède était pire que le mal. Lui-même l'avoue, lorsqu'il se plaint que les protestants montrent une répugnance invincible à s'approcher des sacrements, et qu'ils vivent comme des déistes ou des athées, sans culte et forme de religion. Quelle condamnation sans réplique de cet acte qu'il ne cesse de célébrer de sa voix la plus retentissante ! Les évêques du midi qui le consultent, de concert avec le proconsul Bâville , sur les moyens les plus efficaces d'obliger les nouveaux convertis à aller à la messe, laissent échapper les mêmes aveux. Ils craignent que, si l'on n'avise au plus tôt, toute cette belle conversion ne consiste à avoir fait des athées, dont l'exemple se propagera par contagion parmi les anciens catholiques. Voilà donc les fruits de la violence : l'irréligion va reprendre plus profonde et plus générale qu'au commencement du siècle, par le seul effet d'un zèle aussi mal entendu que fanatique. On a préparé le champ où germera le scepticisme de Bayle en attendant celui de Voltaire ; et Fénelon, quelques années après, entend déjà « un bruit sourd d'incrédulité » qui vient du Nord et qui menace la société jusque dans ses fondements. L'esprit hu-



main se venge de ceux qui ont méconnu et outragé ses droits.

Né en 1647, à Sarlat, d'un ministre calviniste, Bayle sentit de bonne heure les effets de l'intolérance religieuse. Je ne sais par quelle surprise il lui arriva, en 1669, d'abjurer. Dix-sept mois après, il rentra dans la communion protestante : ce qui le fit tomber sous le coup des Déclarations de 1663 et de 1665, portant peine de bannissement contre les relaps. Le voilà donc forcé de quitter la France à l'âge de 23 ans. Précepteur, à Coppet, des enfants du comte de Dhona, nous le retrouvons à Rouen en 1674, puis à Sédan en 1675, avec le titre de professeur de philosophie. Mais le Conseil d'État ayant supprimé l'Académie de Sédan en 1681, lors de la réunion définitive de cette ville à la France, Bayle fut forcé de se réfugier en Hollande, à Rotterdam, où l'on érigea pour lui une chaire de philosophie et d'histoire. C'est là qu'il fit, en 1682, les *Pensées diverses sur la comète de 1680-1681*, premier acte de sa vie de publiciste, première attaque — bien légère et bien détournée encore — contre la superstition et l'intolérance.

Bayle était loin d'être par tempérament un opposant et un révolutionnaire. S'il n'eût souffert et s'il n'eût vu ses frères souffrir de la persécution, il aurait été probablement un de ces érudits et de ces curieux, comme on en avait tant vu à la fin du XVI^e siècle, peu crédules, mais peu agressifs, à la manière de Gabriel Naudé et de Lamothe Le Vayer, heureux d'être eux-mêmes déniaisés

sans se soucier beaucoup de déniaiser les autres. Il semble n'avoir qu'une passion, celle des livres. « Je continue à solliciter votre curiosité en faveur de la mienne, écrit-il à M. Minutoli (27 février 1673); car je vois bien que mon insatiabilité de nouvelles est une de ces maladies contre lesquelles tous les remèdes blanchissent. C'est une hydropisie toute pure; plus on lui fournit et plus elle demande: *Crescit indulgens sibi dirus hydrops*. J'en ai donc pour toute ma vie. » S'il n'avait pas été poursuivi par son malheureux titre de protestant et qu'il eût pu se fixer à Paris, au centre des belles-lettres et des études, il n'aurait été sans doute qu'un savant à la mode de Ménage, mais avec plus d'esprit, de sens critique et de solidité de raisonnement. Voilà le Bayle que Sainte-Beuve a si finement esquissé; mais ce n'est guère que l'auteur des *Nouvelles de la République des lettres*, le Bayle *naturel* peut-être. Sans changer sa nature, les circonstances déterminèrent le sens de ses idées et le tour de son talent; et son scepticisme, qui n'était qu'une vaste impartialité, touchant de bien près à l'indifférence, est devenu une arme de guerre pour les nécessités de la défense se tournant en offensive, afin de mieux repousser l'ennemi. Il y eut alors chez Bayle plus qu'un curieux insatiable et par cela même assez indifférent, plus qu'un érudit et un critique à l'esprit ouvert et étendu; il y eut un homme de cœur qui combattit énergiquement, et par tous les moyens, par la science et par l'ironie, par la

vérité et par le sophisme, pour une grande cause, pour cette cause de la liberté de conscience qui semblait désespérée et comme frappée à mort par la révocation de l'Édit de Nantes. C'est ce but devant les yeux qu'il commença à écrire (1), et il ne le perdit jamais de vue. Ses divagations, ses fantaisies, ses excentricités mêmes y convergent. Il paraît quelquefois frapper au hasard, mais il sait où vont ses coups. Il a une idée dominante qui le dirige sûrement, comme malgré lui, alors même qu'il ne cherche qu'à se jouer. Bayle est avant Voltaire le plus grand exemple de cette persistance et de cette unité de dessein, au milieu des écarts les plus capricieux et les plus étranges.

L'Édit de Nantes n'est pas encore révoqué, mais

(1) J'ai l'air de commettre un anachronisme, le premier écrit de Bayle étant de 1682, tandis que la révocation n'est que de 1685. Mais dès 1683 et même avant, on pouvait prévoir cette fatale déclaration, qui devait achever ce qu'avaient fait les autres depuis 1663. Maimbourg donnait la chose comme certaine; Jurieu, dans sa réponse au factum de ce jésuite, ne doutait pas qu'elle fût décidée. A la dernière page de son introduction, intitulée *Caractère du sieur Maimbourg*, on lit : « Après cela, vous étonnerez-vous que ce moine de cour se soit avisé de faire un effroyable libelle contre les Calvinistes, dans un temps comme celui-ci ? Pouvait-il mieux prendre son temps et pouvait-il mieux faire sa cour ? Le P. Lachaise a juré la perte de ces misérables. Le P. Maimbourg le sait. Il soutient qu'on a raison ; il justifie toutes les déclarations qui ont été données, il nous prépare à une entière et absolue révocation de l'Édit de Nantes ; il fait voir que ces édits de pacification sont des chansons, et qu'on se doit attendre à les voir bientôt anéantis. » Jurieu, *Histoire du Calvinisme*, etc.

il est détruit pièce à pièce, et il y a longtemps que la persécution sévit sournoisement et hypocritement (1), quand Bayle publie son premier ouvrage. Aussi, comme je l'ai déjà donné à entendre, les *Pensées diverses sur la comète* sont une vraie déclaration de guerre au principe d'autorité triomphant et oppresseur. Bayle poursuit cette lutte, la même année (1682), par la *Critique générale de l'histoire du Calvinisme* du P. Maimbourg ; ce second ouvrage eut le plus grand succès et l'honneur d'être brûlé à Paris par la main du bour-

(1) Elle venait pourtant de lever le masque dans le Poitou, avec la connivence ou même à l'instigation de l'intendant Marillac. Sans croire à toutes les violences dont parlent les auteurs calvinistes, par exemple « qu'on a trainé les gens à la messe par les cheveux ; qu'on a pendu, brûlé les pieds, battu, tué, assommé de coups de bâton, chassé dans les bois, mangé, consumé jusqu'aux os, ceux qui n'ont pas voulu se convertir pour de l'argent » (Jurieu, *Hist. du Calvinisme*, Préf.), il est à croire qu'on avait désespéré, terrifié les gens, par ces cruels logements de gens de guerre, imaginés par Louvois. C'est à quoi font allusion les mots « mangé, consumé jusqu'aux os », les seuls peut-être qui soient absolument vrais dans la phrase de Jurieu. C'est vainement que le P. Soulier, Arnaud et autres catholiques nient ces violences. Ils les avouent indirectement quand ils nous parlent de 40,000 protestants convertis dans cette unique expédition. N'est-il pas merveilleux, selon la remarque de Jurieu, « que des soldats qui ne font aucun mal aux huguenots aient le don de les convertir en si grand nombre ? » La fuite de ceux qui se sont expatriés (40,000, au dire de Jurieu : mettons-en le quart) est une preuve que les convertisseurs ne se sont pas bornés aux moyens de douceur et de persuasion.

reau. A la *Critique générale*, il faut ajouter les *Nouvelles lettres critiques*, qui parurent en 1685. Bayle avait commencé dans l'intervalle (en 1684) son journal des *Nouvelles de la République des lettres*, qu'il rédigea jusqu'en 1687, date à laquelle il fut obligé de l'interrompre par la fatigue et la maladie. Il a lui-même caractérisé sa critique littéraire lorsqu'il compare ses *Nouvelles*, etc., à une foire où il y a beaucoup de choses dont l'homme d'un goût délicat peut se passer. C'est une véritable foire, en effet, où tous les livres, bons ou mauvais, sublimes ou médiocres jusqu'à la platitude, sont admis indifféremment, pourvu qu'ils soient nouveaux. Quand il ne parle que d'œuvres purement littéraires, Bayle se contente d'être un rapporteur, parfois infidèle à force d'exactitude et d'impartialité (1). Mais s'agit-il d'œuvres de théologie, de philosophie ou d'histoire, il retrouve sa critique pénétrante et hardie : « C'est que pour lui, comme le dit très-bien M. Lenient, la question religieuse domine toutes les autres. On n'a jamais proscrit et dragonné personne pour une tragédie ennuyeuse ou pour un mauvais sonnet. Mais les théologiens, les philosophes, les historiens mêmes ont eu part tour

(1) C'est ainsi que, ne voulant pas contrarier le jugement des spectateurs, et peut-être ne sentant pas la différence des deux œuvres, il accorde les mêmes éloges à l'*Hippolyte* de Pradon et à la *Phèdre* de Racine, « deux tragédies très-achevées. »

à tour, eux et leurs livres, aux honneurs de l'interdit et du bûcher (1). »

En même temps qu'il rédigeait son journal de critique, Bayle écrivait sa *France toute catholique sous Louis le Grand* (1685) et son *Commentaire philosophique sur le Compelle intrare* (1686) : l'une, pamphlet violent contre la lâche complicité de la France dans la persécution ; l'autre, réfutation serrée et véhémence des raisons que l'intolérance a toujours tirées du *Compelle* de l'Évangile. Quelque indignation que la persécution de Louis XIV lui causât, Bayle, resté français au fond du cœur, ne pouvait souffrir les diatribes, hélas ! trop justes, des réfugiés contre le pays qui les avait traités si indignement, ni les espérances qu'ils fondaient sur nos revers. Il lança, en 1690, son *Avis aux réfugiés sur leur prochain retour en France*. Le livre était anonyme ; il souleva pourtant des tempêtes contre Bayle, qui nia jusqu'au bout en être l'auteur. La haine perspicace et les cris obstinés de Jurieu lui firent retirer, en 1693, sa chaire, sa pension et jusqu'à la faculté d'enseigner en particulier. Notre philosophe, quoique peu fortuné, supporta le coup assez facilement, ne regrettant pas « les entremangeries qui se font entre professeurs (2). » Il se livra tout entier à la composition de son *Dictionnaire philosophique*

(1) *Étude sur Bayle*, p. 218.

(2) Les prôneurs des Universités allemandes ne nous disent pas si ces jolies habitudes subsistent toujours.

et historique, dont la première édition, en deux volumes in-folio, parut en 1696-1697, et la seconde, considérablement augmentée (quatre in-folios), fut publiée en 1704. Poussé par Jurieu, le consistoire de l'Église wallonne imposa des corrections et des retranchements à l'auteur, qui ne paraît pas en avoir tenu beaucoup de compte. Son Dictionnaire était et resta le plus formidable arsenal de scepticisme qu'on eût vu jusqu'alors. Bayle fit paraître encore, en 1704, par manière de délassement, la *Réponse aux questions d'un provincial*, dont le commencement n'est qu'un assemblage d'aménités littéraires ; mais ses disputes avec Leclerc, Bernard, Jacquelot, ameutés contre lui par Jurieu, envahissent toute la suite de l'ouvrage. Bayle avait déjà mené vivement Jurieu dans sa *Cabale chimérique*. Il ne ménage guère plus les alliés de ce turbulent personnage. Ces disputes achevèrent d'user les restes de sa santé si frêle ou de ce qu'il appelle *sa petite complexion*. Il mourut en 1706 ; mais il avait accompli son œuvre, et Voltaire trouvera bientôt un public tout prêt à l'écouter.

On ne peut prétendre faire connaître dans une courte notice les huit gros in-folio de Bayle ; mais on peut préciser le fond de sa pensée au milieu de toutes ses incartades d'érudition et de dialectique. Ce qui paraît le plus en vue dans ses écrits, c'est le scepticisme ; seulement, il l'entend d'une façon nouvelle. Le but du pyrrhonisme, tel que nous le voyons défini par Sextus Empiricus,

c'est d'arriver par l'époque ou suspension de jugement à cet état appelé métriopathie (modération des passions) ou ataraxie (exemption de trouble), qui est à la fois le bonheur et la liberté. Mais pour Pyrrhon, pour Sextus et pour tous les sceptiques de l'antiquité, suivis en cela par Montaigne et par Charron, par tous les libertins de la première moitié du XVII^e siècle, cette douce et sage indifférence « n'est, comme le dit M. Lenient, qu'une vertu privée, une vertu d'école ou de cabinet, à l'usage du sage et de ses amis : Bayle veut en faire une vertu publique qui pénètre dans les mœurs et dans les lois. Le sceptique est un médecin, un ami de l'humanité (*ἰατρός καὶ φιλόανθρωπος*) ; il guérit l'homme de la crédulité, de l'orgueil, de l'entêtement. Bayle veut étendre le remède à la société tout entière, ou du moins à ceux qui l'instruisent et la gouvernent, à tout ce qui lit, pense et raisonne (1). » Là, en effet, était la question : créer une opinion publique, capable, par son indifférence pour tout ce qui n'était pas principes élémentaires de la religion et de la morale, de contenir le zèle et la bile des *infaillibilistes*. Car (il est triste de le dire), l'opinion publique qui, à part les parlements et le clergé séculier et régulier, n'aurait pas demandé la révocation de l'Édit de Nantes, était prête à l'approuver, si le coup était proprement fait et réussi ; et, de fait, elle l'ap-

(1) Lenient, *Étude sur Bayle*, p. 48.

prouva. C'est qu'elle était gagnée à la cause catholique ou à la cause de l'autorité, non moins par le talent que par la vertu de ses principaux représentants. Je ne crois pas qu'elle le fût au point d'imposer au pouvoir un attentat contre les dissidents ; mais elle l'était assez pour qu'on n'eût pas à craindre sa réprobation. Voilà ce qui fit la force des conseillers néfastes, qui arrachèrent, à force d'obsessions, le consentement de Louis XIV (1). Il fallait donc changer l'opinion publique et la mettre en défiance et contre elle-même et contre l'infailibilité de ces docteurs, dont les cris incessants l'égarèrent. L'œuvre de Bayle fut, comme le dit justement M. Lenient, « d'inquiéter et d'ébranler les vérités les mieux établies, d'obscurcir les démonstrations les plus claires, de ressusciter les erreurs condamnées depuis des siècles, et de prêter pour un moment à ces fantômes l'apparence de la réalité. » Mais il n'était pas assez naïf, je suppose, pour espérer de rendre les docteurs plus modestes, plus tolérants, plus faciles à supporter le repos, la liberté et la pensée d'autrui, en les déconcertant sans

(1) Une seule chose pourtant le fit hésiter au dernier moment. *Sa gloire* ne pouvait soutenir la pensée que Duquesne et Scomberg, allant chercher un asile à l'étranger, y portassent le témoignage de son ingratitude. Dès qu'il se crut sûr qu'ils ne partiraient pas, il n'hésita plus. Mais cette même *gloire* l'aurait fait hésiter et reculer, s'il avait pu penser que la révocation serait accueillie par un morne silence, au lieu des applaudissements dont il ne pouvait se passer.

cesse et les étourdissant par les contradictions qu'il fait passer et repasser devant leurs yeux. On ne ramène pas des infallibles, et notre « fâcheux questionneur », comme il se qualifie lui-même, n'aurait fait qu'irriter leurs opinions impérieuses, au lieu de les adoucir et de les rendre plus traitables. Il n'y a qu'un moyen de venir à bout de leur rage dogmatique, c'est de leur ôter les complacités secrètes qu'ils trouvent dans la crédulité des esprits. Seuls et relégués dans leur hargneuse suffisance, ils ne sont plus dangereux ; leur autorité tombe dès qu'on ne les croit plus détenteurs de la vérité. Qu'ils se lancent mutuellement l'anathème, qu'ils portent contre leurs adversaires les accusations les plus atroces, qu'ils noircissent et calomnient le passé pour bouleverser le présent : leurs fureurs font long feu, si elles ne rencontrent dans le public qu'indifférence et mépris. Mais on ne peut espérer ces heureuses dispositions de l'opinion publique qu'autant qu'on lui aura fait sentir combien les démonstrations de ces ergoteurs sont peu concluantes, la certitude de ces infallibles mal assurée, l'autorité de ces prétendus vice-Dieu contestable. Et voilà Bayle qui accumule questions sur questions, difficultés sur difficultés, doutes sur doutes, nuages sur nuages, non pour discréditer la raison, — car ce serait contre son intention donner des armes à l'ennemi qu'il s'est proposé de combattre et de réduire, — mais pour faire sentir aux gens sensés qu'il est bien pardonnable et bien permis de se tromper au

milieu de ces incertitudes et de ces ténèbres. Bayle n'en veut au fond qu'à l'esprit dogmatique et de système ; et, généralement, il a soin de réserver les premiers principes de la religion et de la morale, comme ceux de la raison. Ce n'est pas qu'il ne leur porte plus d'une atteinte ; cela tient à son tour d'esprit plus qu'à un scepticisme décidé. C'est un curieux affamé de tout connaître, et plus amateur des particularités et des exceptions que des généralités, à la manière des érudits du XVI^e siècle. Par nature, il se contenterait de voyager d'une idée à une autre, et de s'amuser un moment à voir tout ce que les hommes ont pensé, s'éprenant tour à tour de la partie plausible de toute thèse et de toute doctrine, pourvu qu'on ne prétendit l'enchaîner à aucune. Mais les circonstances ont voulu qu'on vint le troubler dans ce spectacle toujours divers, dans cette fête toujours changeante qu'il se plaisait à donner à son esprit. Il ne quitta point son amusement ; il fit de son jeu une sorte de stratégie contre ces importuns dogmatiques, qui, non satisfaits d'être fous pour eux-mêmes, veulent imposer, bon gré, mal gré, leur folie à tout le monde. Il y a, sans doute, beaucoup de caprice dans la polémique de Bayle ; mais s'il se joue trop souvent des idées, il ne perd jamais de vue la fin qu'il poursuit, et ses fantaisies, quelque peu sophistiquées, n'ont pas été inutiles à cette fin. Elles secouèrent et réveillèrent les intelligences endormies dans la quiétude d'un respect excessif pour l'autorité.

Bayle n'en demandait pas davantage, sûr que tôt ou tard les opinions, ainsi froissées les unes contre les autres, désarmeraient et apprendraient à se supporter mutuellement. Voilà le sens de son rôle de « Jupiter assemble-nues. » Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait ni raison ni vérité, et que la vérité ne doive pas être la reine de l'âme humaine ? Nullement. Seulement, la vérité n'a qu'une manière légitime de régner et d'être maîtresse : c'est de convaincre et de persuader. Toute autre autorité que la persuasion, quand il s'agit d'opinions et de croyances, n'est qu'une tyrannie ; et toute obéissance qui n'est pas le *rationabile obsequium*, dont parle saint Paul, n'est qu'une basse et dégradante servitude. C'est donc au fond la liberté de l'âme humaine et, par suite, sa dignité, que ce sceptique défend ; c'est la raison dont il soutient les droits, en repoussant les intempérances dogmatiques de la raison.

Comme c'est là le grand et sérieux côté de Bayle ; comme, malgré son merveilleux talent de dialecticien, il appartiendrait à peine à la philosophie et à l'histoire des idées, s'il n'avait été le défenseur d'une cause sainte, d'un droit inviolable, mais toujours violé jusqu'alors, j'insisterai surtout sur les deux écrits qui touchent plus particulièrement à cette polémique : *La France toute catholique sous Louis le Grand* et le *Commentaire philosophique sur le Compelle intrare*.

La France toute catholique n'est qu'un pamphlet dont j'accuse moins la violence et l'emportement

que la pesanteur et le manque d'éloquence. Bayle argumente, incidente, ergote en mauvais avocat, au lieu de laisser parler sa juste indignation. Mais il n'en émet pas moins quelques bonnes vérités. Il se montre, par exemple, je ne dirai pas seulement plus clairvoyant, mais encore plus religieux que Bossuet, que Fléchier et que tout l'épiscopat de France, lorsqu'il écrit : « Vous croyez en gros, et par un honteux préjugé, que tout ce qui a été fait contre nous est juste, parce qu'il a été suivi d'un si glorieux succès à la religion. Mais ne vous y trompez point : vos triomphes sont plutôt ceux du déisme que de la vraie foi. Je voudrais que vous entendissiez ceux qui n'ont d'autre religion que celle de l'équité naturelle. Ils regardent votre conduite comme un argument irréfutable ; et lorsqu'ils remontent plus haut et qu'ils considèrent les ravages et les violences sanguinaires que votre religion catholique a commises pendant six ou sept cents ans par tout le monde, ils ne peuvent s'empêcher de dire que Dieu est trop bon essentiellement pour être l'auteur d'une chose aussi pernicieuse que les religions positives ; qu'il n'a révélé à l'homme que le droit naturel, mais que des esprits ennemis de notre repos sont venus de nuit semer la zizanie dans le champ de la religion naturelle, par l'établissement de certains cultes particuliers, qu'ils savaient bien qui seraient une semence éternelle de guerres, de carnages et d'injustices. Ces blasphèmes font horreur à la conscience, mais votre Église en répondra devant

Dieu , parce que son esprit, ses maximes et sa conduite les excitent dans l'Âme de ces gens-là. » Bayle prophétise si juste , qu'avant la mort de Louis XIV, toute la France était pleine de déistes et d'athées, et que l'argument le plus terrible dont Voltaire s'est servi dans sa longue guerre contre le Christianisme, c'est précisément cette rage de persécution, qui faisait déjà dire à un écrivain du IV^e siècle, Ammien Marcellin, qu'il n'y a pas de bête féroce plus cruelle que les chrétiens dans leur conduite les uns à l'égard des autres.

Bayle continue, et il indique les projets de Louis XIV et des furieux catholiques de son conseil, comme s'il y eût lui-même assisté. On sait les desseins qu'ils nourrissaient sur l'Angleterre (1), les funestes suggestions par lesquelles ils poussèrent Jacques II à sa perte, les guerres qui s'en suivirent contre l'Angleterre et la Hollande, secondées de l'Empire, et dans lesquelles la France faillit s'abîmer. Bayle dénonce par avance ces folles pensées, suivies bientôt de plus folles entreprises, tout en continuant son raisonnement, que la victoire de l'Église romaine serait la ruine du Christianisme et le triomphe des esprits forts. « On dit que vous prenez tant de plaisir, écrit-il, à voir fourrager les maisons des hérétiques par le soldat, que vous vous demandez déjà les uns aux autres :

(1) Ceux qui pourraient douter de ces desseins n'ont qu'à lire la préface de l'*Histoire des Variations*, parue quelques mois seulement avant la révolution de 1688.

— Est-ce que nous ne pousserons pas le roi à nous envoyer avec ses armées victorieuses à la conversion de tous les États protestants? Est-ce que nous n'irons pas aider le roi d'Angleterre à faire dans son royaume ce qu'on vient de faire dans celui-ci?... Si jamais vous regagnez ce que la Réformation avait délivré de votre cruelle tyrannie, je ne sais où se cacheront ceux qui tiennent encore bon pour la Providence. Mais il faut espérer que Dieu ne nous abandonnera pas à une telle insulte des esprits forts. »

Bayle s'étonne de la complicité universelle de la France dans les persécutions et les desseins extravagants du grand roi. Il en donne cette très-mauvaise raison, dont il a fait lui-même justice, que la France n'était plus composée que de mal-honnêtes gens. Mais il en touche une cause plus vraie dans son *Commentaire philosophique sur le Compelle intrare* : c'est l'esprit de cour et la servilité que cet esprit développe. A ceux qui disent que l'on doit une obéissance *quand même* au roi, il répond par cette rude apostrophe : « Je demande à ces Messieurs ce qu'ils penseraient si Louis le Grand ordonnait par un édit, que tous ses sujets s'agenouillassent devant la statue que le duc de Lafeuillade lui a fait dresser. Je n'examine pas ici les conjectures de certains esprits oisifs qui disent que, si les choses allaient du train dont elles vont, encore quinze ou vingt ans, il arriverait de ces trois choses l'une : ou que la cour de France ordonnerait un culte public à

cette statue ; ou que, si la cour ne le faisait pas, le peuple s'y porterait de lui-même ; ou que, si le peuple ne le faisait pas, le clergé commencerait le branle par ses processions et ses apostrophes de chaire. Il en sera tout ce qu'il plaira à Dieu..... Mais je demande, si cela arrivait, je veux dire si le roi ordonnait qu'on invoquât sa statue, qu'on l'encensât, qu'on se prosternât devant, à peine d'une amende arbitraire ou d'un châtiment corporel, les catholiques de France qui refuseraient de le faire (et je ne doute pas qu'il ne s'en trouvât, surtout parmi les laïques), ne seraient-ils pas mis à l'amende très-injustement et châtiés criminellement ? Ni Maimbourg, ni Varillas, ni Ferrand n'oseraient aujourd'hui dire le contraire. » Quelle sanglante ironie, malgré la lourdeur du style ! Quelle vérité même dans l'hyperbole ! Bayle, tout royaliste qu'il est, met ici la main sur la plaie : la France s'était tellement abandonnée corps et âme à la royauté, que tout ce que le maître ordonnait paraissait légitime et obligatoire pour les sujets. Jamais peuple ne fut sur la pente d'une servitude plus profonde et plus honteuse par suite d'une adoration indiscrete pour la personne du roi et par manque de sens politique.

Bayle relève vivement l'hypocrisie et l'imposture des convertisseurs, qui ne cessaient de répéter que la France était toute redevenue catholique volontairement et sans violence ; et du même coup, il explique comment il s'est pu faire

que tant d'hommes aient renoncé ou paru renoncer à leur foi. C'est en même temps une accusation des catholiques et une justification des malheureux convertis. Bayle arrive presque à l'éloquence à force de bon sens : « Croyez-vous, crie-t-il aux persécuteurs, que mourir sur un échafaud pour sa religion soit plus pénible et plus difficile à s'y résoudre, que se voir manger par des soldats qui vous font mille indignités, qui vous cornent aux oreilles, qui vous empêchent de dormir, qui vous ruinent et qui vous mettent en état que vous ne voyez aucune fin à vos maux, ni par la fuite, ni par la mort ? Vous fermez tous les ports et toutes les issues du royaume. Vous condamnez aux galères ceux qui se voudraient sauver. Vous empêchez d'avoir de quoi vivre ceux qui ne changent pas de religion. On ne voit aucune fin à la misère ; et, après cela, vous pourriez vous glorifier de ce qu'on ne pend personne. C'est un nouveau genre de cruauté plus insupportable que celui de vos pères. Car encore, sous leur direction, avait-on le plaisir de ne souffrir pas longtemps et de mourir pour sa cause ; mais, de la manière que vous vous y prenez, offrant à un homme de la religion une longue suite de misères, sans autre ressource que la patience qui s'épuise aisément, lorsqu'on ne sait pas jusqu'où on en aura besoin, vous ôtez toute consolation et vous réduisez une âme au plus triste état où elle puisse être. » Remarque profonde : il est plus aisé de mourir avec éclat et sur un théâtre pour son pays

ou pour son Dieu, que de souffrir sans fin des tourments obscurs, sans que rien vous soutienne, pas même la fureur des bourreaux et la grandeur du supplice. Bayle, je l'ai déjà dit, n'est donc pas simplement un sceptique ; c'est un homme de sens et de cœur qui combat pour une grande cause en apparence vaincue, et qui réclame, au nom du droit et de la liberté, contre la violence hypocrite, contre une persécution sans fanatisme et sans grandeur, où l'on sent partout non la sauvage, mais loyale brutalité du gentilhomme ou du peuple, mais la politique tortueuse, froide et lâche du prêtre.

La Réforme (et c'est à la fois sa faiblesse et sa gloire) implique le libre examen. Mais elle ne s'explique pas très-bien sur ce principe, et l'on pourrait croire qu'il consiste uniquement à s'enquérir de ce qu'a dit l'Écriture et, quand on l'a découvert, à s'y soumettre absolument, en toute humilité. C'était bien là, en effet, que se bornaient les vues des premiers Réformateurs. Mais les faits allèrent toujours plus loin que leurs intentions, parce que la liberté, une fois mise en avant, ne se limite pas au gré et selon le bon plaisir d'hommes à l'esprit court. Bayle, dans son *Commentaire philosophique*, pose des principes bien autrement larges et dont les conséquences peuvent aller loin. On ne doit pas prendre ces mots *compelle intrare* dans le sens littéral, parce que tout sens littéral, qui contient l'obligation de faire des crimes ou qui est contraire à la conscience naturelle, est

par cela même convaincu de fausseté. Bayle voudrait bien distinguer entre les mystères et la morale, mais la logique ne peut souffrir ces distinctions artificielles, et il dit catégoriquement : « Il y a des axiomes contre lesquels les paroles les plus expresses et les plus évidentes de l'Écriture ne gagneraient rien, comme que le tout est plus grand que sa partie ; que, si de choses égales on ôte choses égales, les résidus seront égaux ; qu'il est impossible que deux contradictoires soient véritables, etc. Quand on montrerait cent fois dans l'Écriture le contraire de ces propositions, quand on ferait mille et mille miracles plus que Moïse et les apôtres, pour établir la doctrine opposée à ces maximes universelles de sens commun, l'homme, fait comme il est, n'en croirait rien ; et il se persuaderait plutôt que l'Écriture ne parlerait que par métaphores et par contre-vérités, ou que ces miracles viendraient du démon, que de croire que la lumière naturelle fût fausse dans ses maximes. » Cela est si vrai, que tous les théologiens, catholiques ou protestants, nient contre les Sociniens, que la Trinité et l'Incarnation soient des dogmes contradictoires, et soutiennent que les Sociniens ne prouveront jamais qu'il y a entre ces dogmes et la raison une répugnance manifeste et invincible. « Ainsi, ajoute Bayle, tous les théologiens, de quelque parti qu'ils soient, après qu'ils ont relevé, tant qu'il leur a plu, la révélation, le mérite de la foi et la profondeur des mystères, viennent faire hommage de tout cela aux pieds du trône de

la raison, et ils reconnaissent, quoiqu'ils ne le disent pas en autant de mots (mais leur conduite est un langage assez expressif et assez éloquent), que le tribunal suprême, et qui juge en dernier ressort et sans appel de tout ce qui nous est proposé, est la raison parlant par les maximes de la lumière naturelle..... Qu'on ne dise donc plus que la théologie est une reine dont la philosophie est la servante..... Tout dogme qui n'est pas homologué pour ainsi dire, vérifié et enregistré au parlement de la raison, ne peut être que d'une autorité chancelante et fragile comme verre. »

Je ne m'arrêterai pas à rechercher si les conséquences de ce principe n'aboutissent pas à la négation de toute religion positive. Bayle ne va pas, ne veut pas aller jusque-là. Mais voilà, on en conviendra, de singulières idées pour un homme qu'on cite souvent comme le sceptique par excellence. Il y a plutôt apparence de contradiction dans Bayle que contradiction effective. Ce qu'il attaque généralement, ce sont les systèmes, qui, construits à grand renfort de raisonnements, ne peuvent, selon lui, soutenir le choc des raisonnements opposés ; et c'est dans ce sens qu'il faut prendre, sans doute, son jugement sur la raison qui « est plus propre et plus habile à démolir qu'à édifier. » Quoi qu'il en soit, que Bayle se soit contredit ou non dans ses volumineux ouvrages, il est constant qu'aucun philosophe moderne, à l'exception de Spinoza, n'avait affirmé, avec cette netteté et cette décision, l'indépendance de la



raison et sa souveraineté dans les matières de croyance ou de foi. Descartes, le plus résolu et le plus catégorique de tous, est ferme quand il s'agit de la lumière naturelle appliquée aux vérités purement philosophiques. Mais il craindrait, comme il dit, de soumettre les vérités de la foi à la faiblesse de ses raisonnements. Bayle entend que la foi même soit soumise à la raison, et il ne conçoit pas l'axiome, si célèbre parmi les théologiens, que la foi précède l'intelligence (*fides præcedit intellectum*). C'est principalement de la conscience ou de la raison, en tant qu'elle nous enseigne les premières notions de la morale, qu'il faut affirmer cette autorité supérieure et indiscutable. Car la conscience n'est autre chose que la voix de Dieu, qu'une révélation intérieure et muette, par laquelle Dieu nous apprend les premiers principes de toute droiture et de toute équité. C'est la révélation primitive, perpétuelle, universelle de la divinité à l'homme. Il ne se peut donc pas que les préceptes de Jésus-Christ, s'ils sont divins, la contredisent. Bien loin d'être contraire aux notions de la raison et aux plus purs principes de l'équité naturelle, sa doctrine les étend, les éclaire, les développe, les perfectionne et les confirme. « La raison, dit Bayle, a donc trouvé tout à fait dans l'ordre la morale de l'Évangile, et bien loin que cette morale ait dû la porter à douter si les miracles de Jésus-Christ prouvaient sa divinité, elle a dû, au contraire, en être la solide confirmation. Il n'en serait pas de même de la morale qu'on

prétend trouver dans ces paroles : *Contrains-les d'entrer*. Car, si elles signifiaient : Emploie les prisons, les tortures et les supplices pour obliger à la profession du christianisme tous ceux qui ne voudraient pas s'y soumettre de bon gré, notre raison et notre religion naturelle auraient eu sujet d'entrer dans de grandes défiances et de regarder Jésus-Christ comme un émissaire du démon, qui venait sous les belles apparences d'une morale austère et fort spiritualisée, glisser le plus mortel venin qui puisse ruiner le genre humain et le rendre le théâtre affreux et continuel des plus sanglantes et des plus effroyables tragédies. »

Mais si la conscience ou la raison est le juge en dernier ressort et sans appel du vrai et du faux, du bien et du mal, il s'ensuit que vouloir dominer sur la conscience ou sur la raison autrement que par elle-même ou par la persuasion, et qu'imposer par la force ce qu'on est incapable de persuader, c'est à la fois la plus absurde et la plus tyrannique des violences. Bayle fait entendre cette vérité par une comparaison frappante. « On parle, écrit-il, de Basilidès, grand duc de Moscovie, qui faisait les lois les plus dures (1) et qui y apposait la peine de mort pour les contrevenants. Il commandait à ses sujets de traverser en hiver les rivières à demi-glacées, de s'ensevelir tous nus dans la neige, de sauter dans les bra-

(1) Les plus arbitraires et les plus absurdes, faudrait-il ajouter.

siers ardents, de lui porter à son lever, quand il gelait à pierre fendre, un verre de leur sueur ou un millier de puces de compte fait, tant de grenouilles et de rossignols. C'était là plus énorme tyrannie du monde ; cependant, à le bien prendre, il ne commandait pas des choses plus impossibles que l'est à certaines gens de croire ceci ou cela en matière de religion. Ils sueraient plutôt au milieu des neiges, ils tireraient plutôt de leurs chairs et de leurs os du vin ou de l'huile que de leur âme une telle ou une telle affirmation. J'avoue que la difficulté n'est pas, à beaucoup près, si considérable pour la langue et pour la main ; on peut dire aisément de bouche et signer de sa main qu'on croit ceci ou cela, et faire toutes les postures du corps qu'un convertisseur exige ; mais ce n'est pas ce qu'un roi, qui conserve du moins les apparences de la religion, doit exiger en première instance. Il ne doit point exiger que l'on parle ou que l'on signe qu'après que l'âme a changé intérieurement. C'est donc ce changement intérieur, ces affirmations et ces négations de l'âme qu'un roi, qui fait des lois pour la conversion de ses sujets, leur doit commander ; or, c'est ce que je dis aussi impossible et plus même que la sueur qu'exigeait le grand duc de Moscovie. Car, pour peu que l'on sache que nous ne croyons les choses que quand elles nous paraissent vraies, et qu'il ne dépend point de nous qu'elles nous paraissent vraies, non plus qu'il ne dépend de nous qu'elles nous paraissent blanches ou noires,

on verra qu'il est plus facile de trouver des puces ou de la sueur en hiver que d'affirmer mentalement ceci ou cela, quand on est stylé à voir d'abord les raisons qui nous portent à le nier, et qu'on est accoutumé à prendre cette négative pour le service du vrai Dieu, et qu'on est prévenu d'une frayeur religieuse contre les raisons qui portent à affirmer. » Il suit de là que toute loi qui viole la liberté de conscience n'est pas une loi, et qu'elle est nulle dans son principe comme toute loi arbitraire, absurde et tyrannique; en second lieu, que l'homme ne pouvant voir que par ses yeux, connaître et croire que par sa raison, se sentir obligé que par ce qui paraît vrai et bon à sa conscience, il doit être permis à tout homme de se tromper, puisque nul n'est libre de voir ou de ne pas voir, de sentir ou de ne pas sentir, comme il voit et comme il sent. « Je ne vois pas plus de crime, dit Bayle, dans ceux qui se trompent que dans ceux qui ne se trompent pas. » Quant aux fanatiques, ou impérieux, ou imbéciles, qui croient avoir le droit de persécuter pour n'être pas eux-mêmes persécutés par la seule présence des hétérodoxes, sous prétexte que ce voisinage est dangereux pour leur foi, il faut leur répondre par un haussement d'épaules. Et Bayle se contente de se moquer de ces gens « qui conservent la vérité comme un vase de porcelaine et qui semblent convaincus que,

Comme elle a l'éclat du verre,
Elle en a la fragilité. »



On comprend maintenant que si Bayle paraît attaquer la raison, c'est moins pour l'ébranler elle-même que pour affaiblir le dogmatisme, afin de faire pénétrer dans les esprits sa conclusion favorite sur la tolérance. Qu'il discute contre les protestants ou contre les catholiques, c'est toujours à cette conclusion qu'il aboutit, et il l'exprime de la façon la plus piquante à propos de cet aveu de Jurieu que la foi vient de la grâce et non des lumières de la raison ou de l'Écriture : • Il y a peut-être des gens, écrit-il, qui souhaiteraient que la doctrine du ministre de Rotterdam fût embrassée par tous les docteurs. Ils s'imaginent qu'après cela on ne disputerait plus, et que ce serait le véritable tombeau des controverses. Car, comme on ne dispute point des goûts, on ne discuterait plus sur la religion, dès que tous les théologiens réduiraient au goût l'analyse de la foi. — Je crois, dirait l'un, posséder la vérité, parce que j'en ai le goût et le sentiment. — Et moi aussi, dirait l'autre. — Je ne prétends pas, dirait l'un, vous convaincre par des raisons évidentes ; je sais que vous pourriez éluder toutes mes preuves. — Ni moi non plus, dirait l'autre. — Ma conscience est convaincue, dirait celui-ci ; elle goûte mille consolations, encore que mon entendement ne voie pas clair dans ces matières. — Et la mienne aussi, dirait celui-là. — Je me persuade, dirait le premier, que l'opération intérieure de l'esprit de Dieu m'a conduit à l'orthodoxie. — Et moi aussi, répondrait le second. — Ne nous dis-

putons donc plus, ne nous persécutons plus, s'entre-diraient-ils. Si je vous propose des objections à quoi vous ne puissiez pas répondre, je n'aurai point lieu d'espérer de vous convertir. Car, puisque vous ne prétendez pas que l'évidence soit le caractère des vérités théologiques, l'obscurité de vos raisons et la faiblesse de vos preuves ne vous paraîtront jamais une marque de fausseté. Ce serait donc vainement que je vous réduirais au silence. Votre goût vous tiendrait lieu de démonstration, tout de même qu'à l'égard des viandes (1), nous nous fions plus à notre palais et au bon effet qu'elles produisent sur notre santé qu'aux raisonnements spéculatifs d'un cuisinier ou d'un médecin, encore que nous ne sachions aucune raison pourquoi ces viandes nous plaisent et nous fortifient. Convenons donc, les uns les autres, de ne point nous inquiéter et contentons-nous de prier Dieu les uns pour les autres. » (Voilà ce que devrait dire le ministre de Rotterdam ; mais il dit tout le contraire), « tant il est incomparable en travers d'esprit. »

Bayle aurait pu gratifier, sans leur faire tort, de cet incomparable travers d'esprit, tous les théologiens de toutes les sectes, catholiques ou protestants, orthodoxes ou hétérodoxes. Car toute leur doctrine, avec des différences subtiles à peu près insaisissables, revient à la nécessité de la grâce, de cette grâce qui seule peut toucher les

(1) Viande, toute espèce de nourriture.

cœurs, éclairer les esprits, forcer ou entraîner doucement les volontés, et sans laquelle non-seulement il n'y a point de salut, mais il n'y a pas même le moindre commencement de foi. Tous, ils la disent infaillible, inévitable, victorieuse, insurmontable, irrésistible, aussi indépendante des moyens humains que de la volonté de celui sur lequel elle agit. La grâce est donc le commencement et la fin, l'alpha et l'oméga de leurs discours interminables. Et cependant, ils agissent comme s'ils n'y croyaient pas, ou plutôt comme s'ils ne croyaient qu'à la grâce administrée par les dragons, les geôliers, les garde-chiourme et les bourreaux. Voilà ce que Bayle combat par le scepticisme et par le ridicule, seuls moyens de mettre un frein à la fureur de persécuter.

Si l'on faisait une monographie de Bayle, il faudrait examiner son scepticisme théologique, son scepticisme philosophique, son scepticisme historique et indiquer au moins quelques-unes des thèses, dès longtemps décriées, auxquelles il s'est plu à rendre quelque apparence par les subtilités de sa dialectique. Mais cela me paraît inutile au but que je poursuis. Il me suffira d'expliquer le caractère de son scepticisme historique, après avoir dit un mot de deux thèses paradoxales qui firent grand bruit quand elles parurent, et qui sont généralement admises aujourd'hui, au moins implicitement, dans les législations de tous les peuples civilisés.

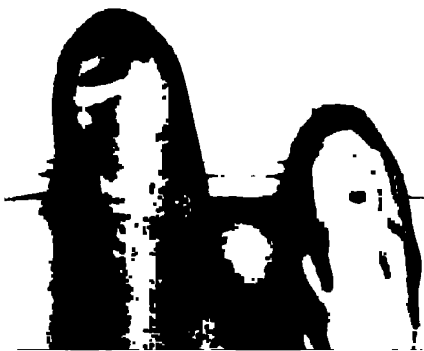
M. Lenient appelle avec raison l'attention sur la

lettre de Bayle, qu'on pourrait intituler : *De la conscience errante* (1). « C'est là, dit-il, qu'est la nouveauté et l'audace du système de Bayle. Jusqu'alors, la vérité seule a réclamé le respect des hommes. Quand Luther et Calvin soulèvent la moitié de l'Europe contre le Saint-Siège, quand Descartes renverse le vieil édifice de la scolastique, quand Bossuet et Jurieu entassent réfutations sur réfutations, au nom de qui parlent-ils ? De la vérité.... Voici un philosophe qui se fait le patron avoué de l'erreur, et qui réclame pour elle la protection de la loi, la tolérance de l'opinion, le privilège (2) de la propagande et de la publicité. » C'était une grande nouveauté, en effet, et la lettre de Bayle est peut-être le morceau le plus original, comme le plus suivi et le plus complet, qui soit sorti de sa plume. Mais elle aurait plus de singularité que d'originalité, si elle n'était qu'une boutade ou qu'un paradoxe bruyant et sans raison. Bayle y perce à jour le sophisme ou la confusion d'idées, d'où tous les fanatismes sortent fatalement. Ceux qui prétendent *per fas et nefas* ranger les dissidents à leur foi, parlent comme s'ils étaient évidemment en possession de la vérité absolue ; et l'homme, quelque grand qu'il soit, ne possède jamais qu'une vérité purement humaine, puisqu'elle

(1) *Nouvelles lettres critiques*, IX. Cette neuvième lettre a pour titre : « Où il est parlé de la conscience erronée et des erreurs de l'bonne foi. »

(2) Droit et non privilège.

passe par son esprit faillible pour devenir la vérité pour lui. Quand donc on prétend imposer la vérité aux autres, c'est sa vérité à soi qu'on leur impose, sans admettre, dans l'orgueil dogmatique dont on est infatué, qu'ils puissent avoir leur vérité à eux, ou voir la vérité autrement qu'on la voit soi-même. Vous êtes la vérité, leur crie Bayle; vous êtes le bien, soit. Mais si vous voulez que je croie comme vous, faites donc, si vous le pouvez, que j'aie les mêmes yeux que vous, car alors, mais alors seulement, voyant et pensant comme vous, ma foi sera naturellement conforme à la vôtre. La vérité n'a de droits sur mon âme qu'autant qu'elle m'apparaît sous la forme de la vérité. Je serais responsable de ma croyance erronée, si je n'avais pas fait ce que je puis pour me détromper et m'éclairer. Mais si je l'ai fait ou si je suis des hommes qui l'ont fait et qui me paraissent à la fois honnêtes et capables, mon erreur, si erreur il y a, est aussi respectable et a les mêmes droits que votre vérité. Aussi n'est-ce pas seulement la tolérance, que Bayle réclame, parce que celui qui tolère pourrait croire qu'il a droit de ne pas tolérer; mais il se propose de « montrer à ceux de l'Église romaine le droit inaliénable qu'ont les protestants, comme tous les autres hommes, de faire profession des doctrines qu'ils croient la vérité. Et ce droit inaliénable, ajoute-t-il, renferme tous les moyens honnêtes de répandre nos sentiments, d'avoir nos docteurs et nos ministres, et d'écrire contre ce que nous appelons des erreurs. »



Le second paradoxe que j'ai annoncé sur la possibilité d'une société d'athées a fait, je ne sais pourquoi, beaucoup plus de bruit que celui des droits de la conscience errante. Mais quelque scandale qu'il ait excité, il ne serait ni d'une moindre portée que le précédent, ni d'une moindre vérité, malgré les apparences, s'il était nettement développé. Bayle a eu, en effet, le pressentiment de nos états modernes où la loi est plus ou moins athée, comme disent les fanatiques, c'est-à-dire plus ou moins indépendante des croyances et des passions confessionnelles. Mais ce pressentiment est fort obscur. Bayle a bien l'air de supposer qu'il pourrait subsister des états composés effectivement d'athées; et c'est à peine si ses raisonnements interminables laissent soupçonner qu'il entrevoyait un état qui ne serait athée, que parce qu'il éviterait de dogmatiser et de s'ingérer dans les controverses religieuses, se contentant de protéger toutes les croyances et de maintenir la paix publique entre les sectes différentes. Et de plus cette vue confuse est perdue dans une fastidieuse et énorme discussion sur cette thèse empruntée à Plutarque, que mieux vaut l'absence de religion qu'une religion qui déshonore Dieu (1). La conception de l'état complètement sécularisé, sans religion, mais non contraire à la religion, se

(1) Pourquoi cette thèse aurait-elle soulevé les clameurs des contemporains? Ils la lisaient en toutes lettres dans le traité du pieux Plutarque sur la superstition.

rattachait pourtant intimement à la liberté de conscience telle que Bayle l'a définie plus haut, et l'on s'étonnerait qu'il ne l'eût pas exprimée clairement, si l'on ne connaissait le défaut de son génie, qui était plus disputeur que philosophique.

Le paradoxe sur l'athéisme nous a, du moins, valu cette profession de foi qui nous annonce les qualités qu'il portera dans l'histoire. « On aurait voulu, écrit-il, en réponse aux accusations de Jurieu, que j'eusse laissé le monde dans la persuasion où il est, qu'un athée est nécessairement plongé dans toute espèce de crimes. Car cette persuasion, quoique peu conforme à l'histoire, est d'un grand usage à la religion. Je vous entends ; mais vous chercherez, s'il vous plaît, ailleurs que parmi les professeurs de philosophie, les gens que vous souhaitez. Adressez-vous à des professeurs de rhétorique ; cherchez des orateurs, des déclamateurs ; ces messieurs-là ne se soucient guère d'éclairer l'esprit ; ils se contentent de persuader par l'entremise des passions ; ils vont droit au cœur et non pas droit à l'entendement ; ils tâchent d'exciter l'amour, la haine, la colère ; ils ne montrent les objets que d'un côté, les uns seulement du côté du mal, les autres seulement du côté du bien ; ils outrent, ils exténuent, ils déguisent, ils suppriment selon l'intérêt de la cause. Ce n'est pas notre méthode : nous cherchons l'heure de l'assoupissement des passions ; nous ne voulons pas qu'on laisse la fausseté par prévention, mais par une connaissance exacte, ni

qu'on représente les gens plus criminels qu'ils ne sont. En mon particulier, je veux bien qu'on sache que je ne ferais pas contre le diable ce que mon délateur souhaite. Si j'avais mis dans un livre qu'un magicien avait massacré son père à l'instigation du démon, et que j'apprisse avec certitude, pendant le cours de l'impression, que le magicien n'avait pas tué son père, ou qu'il l'avait fait sans que le diable s'en fût mêlé, je ferais faire un carton pour réparer la méprise. Si mon délateur n'approuve pas une équité de cette étendue, tant pis pour lui. Je ferai toujours gloire d'avoir empêché qu'on ne fasse les gens plus noirs et plus laids qu'ils ne sont. Hé quoi ! si Dieu ne s'est point laissé sans témoignage envers les athées mêmes ; s'il a voulu qu'ils tinssent à lui par les idées de l'honnêteté civile, par la sensibilité pour la louange, par un bon tempérament ; si en un mot l'histoire nous donne comme un fait certain que leurs mœurs ont été réglées, leur envierons-nous ce petit bien ? Les en dépouillerons-nous par une fraude pieuse ? Le fera qui voudra. Pour moi, je ne me prêterai jamais à ce ministère politique. La destinée de David Blondel ne me fera jamais peur. La médisance se déchaîna contre lui d'une manière très-scandaleuse, lorsqu'il eut écrit contre la tradition de la papesse (Jeanne). Notre délateur, s'il avait été de ce temps-là, n'aurait point manqué de crier que ce livre était scandaleux, et qu'il tendait à diminuer l'aversion pour l'ante-christ, et à ôter aux bonnes âmes la consolation qu'elles



tiraient de cette aventure burlesque et honteuse au siège romain. De tels vacarmes font mille fois plus de tort au bon parti que notre méthode philosophique, qui veut que l'on fasse justice à tout le monde sans exception, et que l'on préfère la vérité à toutes choses. »

La critique historique, il faut bien le dire, a, dans Bayle, plus d'étendue et d'indépendance que de profondeur et de solidité. Mais c'est précisément ce qui la rendit si contagieuse et si efficace ; s'il se fût attaché à quelque grand problème pour l'éclairer dans tous les sens, en y appliquant les principes de la critique (1), aurait-il rendu un plus grand service à l'histoire que par les éternelles questions et les doutes multipliés qu'il soulève ? Histoire sacrée et histoire profane, histoire ancienne et histoire moderne, histoire des opinions philosophiques et histoire des croyances religieuses, Bayle a touché à tout ; il a partout poursuivi de son ironie érudite le *convenu* qui, lors même qu'il n'est point sans fondement, est

(1) Ces principes n'étaient plus à découvrir. Qu'on lise, si on en a le courage, les volumineuses compilations de Tillemont, ou même le *Théodose* de Fléchier : on se convaincra qu'ils n'ignorent ni les devoirs de l'historien, ni les conditions de la recherche historique. Ils citent, ils comparent les témoignages et les contrôlent l'un par l'autre, afin d'arriver à la certitude ou à la plus grande probabilité. Cependant l'esprit critique leur manque, je le dis même de Tillemont, malgré sa science énorme, parce que des préjugés qui n'ont rien à démêler avec la science libre et désintéressée, s'interposent presque partout entre l'objet et leur intelligence.

bien près d'être le faux. Ce qui paralysait l'esprit critique, sans lequel l'histoire du passé n'a que des enseignements troubles et trompeurs, c'était le culte, l'idolâtrie de la tradition. On admirait plus qu'on ne s'attachait à comprendre; on ne voyait dans l'histoire de l'antiquité profane que des héros, dans l'histoire sacrée que des saints, dont les adversaires étaient nécessairement des misérables ou des scélérats. Dès lors, on ne pouvait être difficile, ni sur la vraisemblance et la possibilité des faits, ni sur les causes qui les avaient produits, et surtout les actions de ces personnages surhumains, notamment des saints, par exemple d'un David, d'une Judith, d'un Jahel, lorsqu'elles n'étaient pas expressément blâmées par l'Écriture, ne pouvaient manquer d'être louables, et, ce qu'il y avait de pis, devenaient des exemples à suivre malgré les réclamations de la conscience. Que dis-je? Elles faisaient taire, elles faussaient la conscience de l'historien qui les approuvait sans sourciller (1). Bayle, peu enthousiaste de tempérament, fit redescendre en ce bas

(1) Que des esprits bornés et des fanatiques acceptent de pareilles légendes et soient prêts à y conformer leur conduite, à la bonne heure! mais quel empire devait avoir l'idolâtrie de la tradition pour qu'un Bossuet, dans un livre pour l'éducation d'un prince, cite l'exemple de Judith, de Jahel: même celui de David, qui, réfugié chez un roitelet philistin, pillait et tuait les voisins et compatriotes de ce roi: exemple d'une insigne sagesse! Il est vrai que Bossuet, par un euphémisme singulier, représente ainsi les choses: « Enfin, il fit son traité avec Achis, roi de Geth, et *se ménagea* telle-

monde, saints et héros, que le préjugé traditionnel plaçait dans une sphère supérieure; il les ramena à des proportions humaines, et ce n'est qu'à grand'peine qu'il s'interdit généralement de faire passer les personnages de l'Ancien et du Nouveau-Testament sous le niveau de l'équité naturelle. On sait quel bruit et quel scandale causa l'article de son *Dictionnaire* sur David. Même son style bourgeois avec ses gauloiseries et jovialités contribuait à la dégradation des vieilles idoles sacrées ou profanes qui avaient ébloui la génération précédente et qui continuaient à éblouir la plupart de ses contemporains. Allez donc vous prosterner dans une adoration muette et presque sans pensée devant des héros en robe de chambre.

L'irrévérence de la critique et du style de Bayle secoua vivement les esprits sans leur déplaire. Outre qu'on commençait à être las de rester toujours en extase devant le passé, elle était accompagnée non-seulement d'assez de connaissances précises, mais encore d'assez de bon sens et de droiture pour séduire. « Méfions-nous des satires et des flatteries, écrivait-il, et ne nous décidons qu'après une forte discussion des faits..... Un historien en tant que tel, est, comme Melchisédec, sans père, sans mère, sans généalogie. Si on lui demande : D'où venez-vous ? je veux qu'il réponde :

ment, qué, sans jamais rien faire contre son roi (Saül) et contre son peuple, il s'entretint toujours dans les bonnes grâces d'Achis. »

Je ne suis ni Français, ni Allemand, ni Anglais, ni Espagnol ; je suis citoyen du monde. Je ne sers ni l'empereur ni le roi de France, mais je suis au service de la vérité. » Et il tint suffisamment parole. M. Lenient ne lui rend pas, ce semble, entière justice à cet égard, lorsqu'il dit : « Quand Bayle vient se poser sur un terrain neutre pour discuter et contrôler toutes les légendes, quand il réclame l'égalité de toutes les causes devant l'histoire, ce n'est pas seulement au nom de la vérité. *La vérité ! Il y croit trop peu pour y attacher tant de prix.* Il assigne à sa critique un but plus pratique, plus immédiat. Il veut la faire servir au triomphe de la tolérance. » Sans doute. Mais ce n'est pas en cela évidemment que Bayle, comme le montre ailleurs M. Lenient, a exercé sur le mouvement de la science historique une incontestable influence beaucoup plus grande que celle d'hommes plus savants que lui. S'il a plus fait que Valois et que Vossius pour la réforme et pour le progrès de l'histoire, c'est que, avec une confiance médiocre dans la vérité, il avait une horreur à la fois instinctive et raisonnée du mensonge, et que cette horreur reposait chez lui sur un profond sentiment de l'équité. Les calomnies des protestants contre les catholiques ne lui paraissent pas plus respectables que les calomnies des catholiques contre les protestants. S'il fait bonne et rude justice des sottises débitées par Varillas, Maimbourg et autres sur Luther et sur Calvin, il ne se croit pas tenu d'ajouter foi aux satires de d'Aubigné contre saint Do-



minique ni de Jurieu contre Sixte IV. Il reconnaît volontiers le talent politique de Jules II et des Borgia. Il proclame Grégoire VII un grand homme, « digne de figurer à côté des Alexandre et des César. » Il va plus loin : « Le pouvoir auquel sont arrivés les papes » lui paraît « une œuvre plus étonnante que la vaste monarchie de l'ancienne Rome, une de ces merveilles qui ne se réalisent qu'une fois dans le cours des siècles. » Juifs et Musulmans, Manichéens de toutes les nuances, et Vaudois, Sociniens, Arméniens et anabaptistes, tous bénéficient non-seulement « des indulgences de son scepticisme », comme dit M. Lenient, mais encore de sa répulsion sincère pour tout ce qui est partialité et injustice. Aucun homme de ce temps n'eut une pareille ouverture d'esprit. Cela fait passer sur bien des légèretés et des malices déplacées. Aussi a-t-il été accusé, sans être intimidé, de trahison, de peur et de vénalité par les protestants, scandalisés et furieux qu'il eût osé disculper les Jésuites de l'assassinat de Henri IV. Il répondit avec une noble simplicité à M. Pécher, qui lui avait écrit la douleur et l'étonnement de ses co religieux : « Ceux qui savent comment j'ai parlé des Jésuites dans ma réponse au *Calvinisme* de Maimbourg, et même dans son *Dictionnaire* à l'article Loyola, peuvent être bien assurés que je ne les crains ni ne les ménage ; mais il est vrai qu'un dictionnaire historique ne doit point porter les marques d'une prévention passionnée, et je m'en suis éloigné

autant que j'ai pu, tant à leur égard qu'envers toute autre sorte de sujets. Si j'ai détaillé l'assassinat de Henri III à la charge des Dominicains, c'est que *je pouvais citer des pièces authentiques*, au lieu que la part que peuvent avoir eue les Jésuites à l'assassinat de Henri IV par Ravallac n'a point passé le soupçon. *Les actes du procès de ce misérable ne prouvent rien contre eux. Il n'y a point de documents à alléguer ; et ainsi un historien n'a rien à dire, car il doit prouver ce qu'il avance.* » Scrupules bien nouveaux au milieu des passions déchaînées par la révocation de l'Édit de Nantes, et dans un temps où les deux partis, catholiques et protestants, ne se faisaient pas faute d'user même sciemment du mensonge utile.

Jurieu est loin d'avoir la valeur de Bayle. Ce serait cependant une curieuse étude que celle de ce personnage ; controversiste, pamphlétaire, publiciste politique, prophète même. Tour à tour apôtre de la tolérance ou fanatique prêt à persécuter ses frères sur la terre d'exil, il a bien cet esprit emporté qui étonne Bossuet, ce tempérament atrabilaire qui amuse Bayle et quelquefois l'irrite, cette intempérance de caractère et de pensée qui l'entraîne continuellement dans ces assertions tranchantes et contradictoires dont ses adversaires triomphent ; et, avec cela, Jurieu eut un ascendant incontestable sur le parti protestant, soit sur les nouveaux convertis de France, qu'il soutint par ses écrits dans leur sourde résistance

à l'Église qui avait opprimé leur conscience, soit sur les réfugiés dont il entretint l'irritation et le courage. Je n'entends pas le considérer sous tous les points de vue. Il me suffira, pour l'objet que je me propose, d'examiner rapidement l'auteur des *Lettres pastorales* et des *Soupirs de la France esclave*. Voilà le Jurieu qui nous intéresse ; quant au Jurieu prophète et théologien, on peut facilement l'abandonner à l'oubli dans lequel il est tombé et au ridicule que ses adversaires ne lui ont pas épargné.

Il a trop écrit, avec trop de précipitation et de passion pour ne pas donner prise et pour éviter les assertions les plus hasardées. C'était, comme on dit vulgairement, un des mauvais coucheurs de son parti, et l'enfant terrible du siècle. Il en avait à tout le monde, aux protestants comme aux catholiques, à Bayle et à Basnage, comme à Bossuet, Arnauld et Pélisson. On l'appelait Jurieu l'injurieux. Trop souvent il a mérité ces mots d'un décret d'Athènes, que Pélisson lui applique : « Il est permis aux Clazoméniens d'être sans pudeur. » Esprit remuant et batailleur, plus contentieux que droit et que souple à la riposte, s'irritant et s'animant de la contradiction, se lançant comme un dogue après les objections dont les catholiques prétendaient accabler la Réforme pour les dévorer en quelque sorte et les transformer en preuves nouvelles de la vérité du protestantisme, il tombait sans cesse dans les assertions les plus risquées ou les plus inconciliables

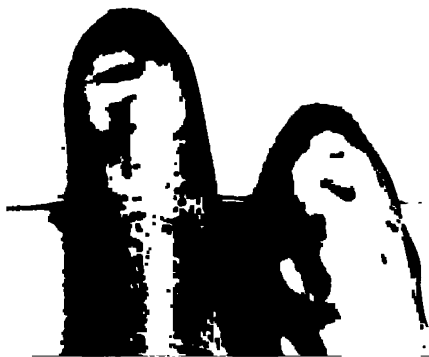


entre elles ; et Bayle n'a point tort de le qualifier d'incomparable en travers d'esprit. Soit qu'il repoussât les attaques des catholiques, soit qu'il reprît pour les développer les systèmes des protestants, il se plaçait toujours dans les extrêmes. « Sur les chimères communes aux autres docteurs, dit Pélisson, M. Jurieu, grand architecte en ce genre, a édifié ses chimères propres et particulières ; leur nombre est infini, et il les défend avec acharnement... La colère ne le quitte point. » Lorsqu'il s'était ainsi avancé, il fallait bien reculer, faire mille tours et détours pour rattraper quelque vérité et pour se sauver des mauvais pas où il avait donné tête baissée. « Attendons un peu, reprend Pélisson ; il va monter sur son grand savoir. » Il monte, court et s'égare bien loin. « ... Sa théologie ou technologie ordinaire est un jeu de gobelets, un art de dérober les difficultés sans les résoudre. » Enfin, Jurieu jouait au prophète ou, prenant ses désirs et ses rêves pour des illuminations d'en haut, il était arrivé à se croire réellement l'Isaïe ou l'Ezéchiel de la monarchie théologico-despotique de Louis XIV. Il s'attirait par là force plaisanteries sur « sa théologie mystique, apprise sans doute (c'est un mot de Chrysostome) au quatrième ciel ; car saint Paul n'en avait rien trouvé au troisième. » Bayle, Arnauld, R. Simon, Bossuet confirment ces critiques de Pélisson ; et pourtant cet insensé, ce grotesque de Jurieu, qui excitait leurs rires ou leurs colères, voyait sur bien des points plus loin que ses adversaires.



Bossuet venait de publier son *Histoire des Variations* en 1688, au plus fort de la persécution contre les Calvinistes. C'était accabler des vaincus et leur prêcher la soumission absolue à l'Église et à la Royauté, au moment où la Royauté et l'Église méritaient le plus leur exécution. « J'admire, dit Michelet, de quel froid courage Bossuet, dans ces années lugubres, pousse sa thèse de l'obéissance sans bornes à l'Église et à la Royauté. Son livre des *Variations* parut en 1688 ; il y ajouta en 1689 celui des *Avertissements* : œuvres superbes d'outrageuse éloquence et de risée altière. » Jurieu lança en 1689 ses *Lettres Pastorales*, antérieures aux *Avertissements* qui en sont la réponse ; puis de 1690 à 1691 ses mémoires des *Soupirs de la France esclave*. J'en rappellerai rapidement la partie religieuse et la partie politique, l'une en réponse aux prétentions de l'Église, l'autre à celles de la Royauté.

Jurieu, dans son *Système de l'Église*, avait déjà posé les bases de son étrange théologie. Il avait composé le corps de l'Église *catholique* ou *universelle*, de toutes les sectes qui font profession de christianisme, et il appelait l'opinion contraire « inhumaine, cruelle, barbare, en un mot, une opinion de papistes et de bourreaux, qui se plaît à damner le monde, et la plus tyrannique qui fut jamais. » Ses *Préjugés légitimes* reprenaient et développaient la même thèse. « Toutes les sectes du christianisme, y dit-il, hérétiques, orthodoxes, schismatiques, pures, corrompues, saines, ma-



lades, vivantes, mortes, sont toutes parties de l'Église chrétienne, en tant qu'elle fait profession d'une même doctrine, qui est Jésus-Christ crucifié, fils de Dieu et rédempteur. » Mais non seulement il met dans l'Église les sectes qu'on reconnaît pour chrétiennes, quoique dissidentes ; il y fourre encore, de vive force et de son autorité privée, les mahométans qui « croient que Jésus-Christ, fils de Marie, a été conçu du Saint-Esprit (1) et qu'il est le Messie, promis aux Juifs. » On ne voit pas pourquoi il s'arrête là et n'ouvre pas à deux battants la porte du Paradis, comme avait fait Zwingle, à tout ce qu'il y a eu d'hommes courageux, fidèles, vertueux et saints dans tous les siècles, dans tous les pays, dans toutes les religions. Ce serait détruire l'Église, il est vrai ; mais le système de Jurieu la conserve-t-il davantage dans son intégrité ?

Il semble qu'avec de telles opinions, Jurieu aurait dû au moins admettre la tolérance ; il n'en est rien. Il répète dans son livre des *Deux souverains* la vieille doctrine protestante que le magistrat est armé du glaive contre les hérétiques et les incré-

(1) C'est une grave erreur. Rien ne revient plus souvent dans le Coran que cette déclaration : « Dieu n'a ni frère, ni femme, ni fils ; autrement dit : Dieu est Dieu, et il n'y a pas d'autre Dieu que Dieu. » Jésus-Christ est admis par les musulmans comme prophète et non comme Dieu fils de Dieu. Ils devraient donc être exclus d'une Église pour qui la divinité de Jésus, en tant que fils de Dieu et que conçu du Saint-Esprit, est un dogme essentiel.



dules. Mais ne nous arrêtons pas aux inconséquences ; elles ne doivent pas nous étonner dans Jurieu, quand nous voyons l'auteur du *Commentaire philosophique* reprocher à ce ministre d'ouvrir les portes du ciel à toutes les religions : *Janua cœlorum reserata* (1). Ces petites misères ne sauraient nous cacher la tendance générale du protestantisme, dès cette époque. A mesure qu'il s'éloigne de ses origines, il se défait de l'intolérance que Calvin avait posée en principe et pratiquée, que Luther n'avait point réprouvée, que De Bèze avait justifiée, mais qui était contraire à l'esprit d'une religion fondée sur le libre examen. Basnage, au lieu de glorifier Calvin du meurtre de Servet, n'y voit qu'un crime et « un reste de papisme », et vante la sécurité dont jouissent les dissidents dans les États réformés. Jurieu et Bayle, malgré leurs querelles, se rejoignent, comme je l'ai dit, et se donnent la main, dans l'idée ou le sentiment de la liberté ; car l'extension que Jurieu donne à son Église universelle conduit logiquement à la tolérance et, j'oserai dire, à l'indifférence religieuse de Bayle.

Les *Lettres pastorales* contiennent un point théologique plus nouveau et non moins important. Les Réformés s'étaient contentés jusqu'alors de refuser à l'Église romaine la perpétuité dogmatique et l'immutabilité dont elle fait gloire, tout en poursuivant pour eux-mêmes une perpé-

(1) C'est le titre d'un pamphlet latin de Bayle contre Jurieu.

tuié, une immutabilité chimérique. Jurieu nie résolument que la foi soit invariable et que la vérité, quoique venue de Dieu, ait été d'abord en sa perfection dans l'Église. Selon lui, la vérité de Dieu n'a été ni bien connue d'abord, ni heureusement expliquée. Elle n'a été connue que par parcelles, et en quelque sorte composée par pièces et par morceaux. Que l'on ne dise pas que les changements et les variations n'étaient que dans les termes et que l'Église a toujours cru la même chose. Non ; « les manières dont les anciens ont exprimé la génération du Fils de Dieu et son inégalité avec son Père donnent des idées très-fausSES et très-différentes de celles d'aujourd'hui. » Le dogme de la Trinité est de la dernière importance et essentiel au christianisme. Cependant, chacun sait combien « ce mystère demeura informe jusqu'au premier concile de Nicée, et même jusqu'à celui de Constantinople. » Ce n'est pas tout : la grâce, qu'on regarde avec raison aujourd'hui comme l'un des articles les plus importants de la religion chrétienne, « était entièrement informe » jusqu'au temps de saint Augustin. Auparavant, les uns étaient stoïciens et manichéens (1) ; d'autres, purs pélagiens ; les plus orthodoxes ont été sémipélagiens. Enfin (car je ne veux pas parcourir tous les dogmes de la théologie chrétienne ni les principales conséquences de ces dogmes),

(1) J'avoue ne pas voir le rapport entre le stoïcisme et le manichéisme.

« s'il y a, dit Jurieu, quelque doctrine importante dans toute la religion et qui soit clairement expliquée par l'Écriture, c'est celle de la satisfaction de Jésus-Christ, qui a été mis à notre place et qui a souffert les peines que nous avons méritées. Ce dogme, si important et si fondamental, est demeuré si informe jusqu'au IV^e siècle, qu'à peine peut-on trouver un ou deux passages qui l'expliquent bien. On trouve même dans saint Cyprien des choses très-injurieuses à cette doctrine. » Quant à la justification, les Pères n'en disent rien, ou ce qu'ils en disent est faux, mal digéré, imparfait. » Ainsi une doctrine imparfaite, mal digérée, informe, et très-souvent fausse et contraire à l'Écriture bien entendue, voilà, selon Jurieu, ce que présentent les premiers siècles de l'Église, cet âge d'or de la vie et de la doctrine chrétiennes. Et il ne faut pas s'en étonner. Outre que les Pères étaient, selon lui, « de pauvres théologiens qui ne marchaient que rez pied, rez terre, la vérité n'a pris sa dernière forme que par une longue et attentive lecture de l'Écriture sainte, et il ne paraît pas que les anciens docteurs des trois premiers siècles s'y soient beaucoup attachés. Ils sortaient des écoles des Platoniciens; ils étaient pleins de leurs idées, et ils en ont rempli leurs ouvrages, au lieu de s'attacher uniquement aux idées du Saint-Esprit. »

On peut juger quels haut-le-corps fait Bossuet à la lecture de ces assertions qui étaient pour lui autant de blasphèmes. Quelles exclamations, quels



cris d'aigle ne pousse-t-il pas ? Mais il donne peu de raisons contre les affirmations de Jurieu. « Il a beau affirmer, dit Michelet, que les plus grands chrétiens furent d'aussi grands docteurs que saint Augustin même, que le progrès du temps n'ajouta rien à cette doctrine, née complète ; il a beau entasser les témoignages des Pères qui, en changeant toujours, disaient ne pas changer ; on lui prouve invinciblement que l'Église, modifiée de siècle en siècle comme un arbre vivant, a poussé de nouveaux rameaux (1). Rien d'immuable que la mort. Tout ce qui vit vraiment procède par évolutions successives. » Toute la question est de savoir si le christianisme a varié en se contredisant et en adoptant de nouveaux principes, ou en se développant organiquement par voie d'explication et de conséquence. Bossuet le nie de toutes manières ; et, chose remarquable ! Basnage et d'autres protestants ne le nient pas moins fortement. Jurieu cependant avait raison. Si le christianisme ne s'est pas fait pièce par pièce, comme il l'avance, il est certain qu'à partir du moment où il s'est séparé du tronc judaïque et où du Fils de l'Homme il a fait le Fils de Dieu, Dieu lui-même, pour sauver les

(1) J. de Maistre est le premier, que je sache, qui ait appliqué au développement de l'Église le vers d'Horace : « Crescit occulto velut arbor ævo. » Cela est aussi vrai de la doctrine que du gouvernement ecclésiastique, où l'évêque de Rome arriva insensiblement à la supériorité, et Michelet a raison d'étendre à la théologie ce que de Maistre ne dit que de la papauté.

hommes, il s'est formé peu à peu par voie de développement et d'évolution ; c'est ce que la plupart de ses apologistes ne font aujourd'hui aucune difficulté d'avouer. Bossuet, quoi qu'il en dise, l'avoue lui-même, lorsqu'il cite et accepte ce passage de saint Augustin : « Il y a plusieurs choses, appartenant à la foi catholique, lesquelles étant agitées par les hérétiques, dans l'obligation où l'on est de les soutenir contre eux, sont considérées plus soigneusement, plus clairement entendues, plus vivement inculquées, en sorte que la question, émue par les ennemis de l'Église, est une occasion de les apprendre. » En effet, qu'est-ce qu'apprendre, sinon voir clairement et distinctement ce qu'on ne voyait d'abord que d'une vue confuse et obscure ? C'est voir dans le particulier et dans les conséquences ce qu'on ne voyait auparavant qu'en gros et dans les principes ; et pour me servir du langage d'Aristote, c'est voir actuellement et d'une manière expresse et formelle ce qu'on ne voyait que virtuellement et en puissance, autrement dit ce qu'on ne voyait pas, mais pouvait voir, à condition de l'expliquer et de l'éclaircir par le raisonnement. Cela même est un développement, une évolution, un progrès, et par suite un véritable changement. Soutenir le contraire, c'est parler contre toute vraisemblance philosophique et contre l'histoire. Jurieu pouvait donc avoir tort dans la forme et sur certains détails ; il avait mille fois raison dans le fond et en gros contre Bossuet et contre ses adversaires protestants. De plus, il ouvrait une

vue nouvelle sur l'histoire ecclésiastique, si pleine d'idées convenues, et sur la manière d'étudier la formation des dogmes, en suivant le progrès siècle par siècle, au lieu de supposer gratuitement avec Bossuet, Nicole, Arnauld et Pélisson, qu'ils sont d'abord dans leur perfection, et de rechercher ensuite arbitrairement et sans ordre des textes de toutes les époques pour confirmer cette hypothèse. Quoique cette méthode fût déjà dans le livre d'Aubertin et dans les disputes de Claudé contre Arnauld au sujet de ce livre, c'était pourtant une nouveauté au point de troubler les protestants eux-mêmes. C'est que Jurieu appliquait à la théologie tout entière ce que Claude et Aubertin s'étaient bornés à appliquer au seul article de l'Eucharistie ; c'est qu'il généralisait hardiment ce que jusqu'alors on avait seulement pratiqué d'une manière particulière et sans bien se rendre compte de ce qu'on faisait.

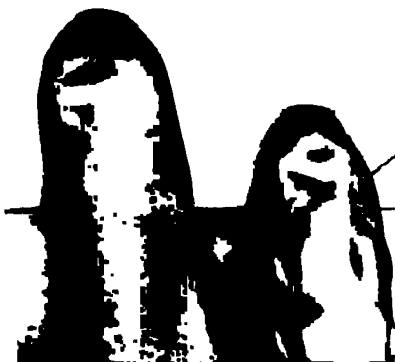
Mais la plus grande nouveauté des *Lettres pastorales*, c'est la doctrine politique qui y était exposée et qui contenait déjà tout le *Contrat social* de J.-J. Rousseau.

Guillaume d'Orange, passant en Angleterre, avait détrôné le roi légitime quelques mois à peine après la publication de l'*Histoire des variations*, c'est-à-dire, après que Bossuet, donnant à Jacques II les mêmes conseils que les ministres de Louis XIV, l'invitait à faire cesser le schisme et à ramener l'Angleterre dans le giron de l'Église



catholique (1). La brusque invasion de Guillaume ne déconcertait pas seulement les vues de nos convertisseurs français sur l'Angleterre; son triomphe renversait encore cette politique idéale de la royauté de droit divin, que l'Église anglicane ne prêchait pas moins à cette époque que Bossuet, plus effrayée encore pour elle-même et pour ses privilèges que menaçait le fanatisme égalitaire des indépendants, que pour la royauté, en souvenir de l'attentat sur la personne de Charles I^{er}. « Ils ont voulu, écrit Jurieu, mettre la souveraine autorité des rois et leur propre conservation sous le même asile (c'est la souveraine indépendance des rois), enseignant que, sous quelque prétexte que ce soit, ou de religion, ou de conservation de lois et de pri-

(1) A la fin du VII^e livre des *Variations*, après une éloquente comparaison de Thomas de Cantorbéry et de Crammer, rappelant tous les saints qui ont fondé et illustré le Christianisme en Angleterre, et dont les réformateurs noircissent les intentions et les services qu'ils ont rendus à la foi en s'efforçant d'effacer leurs noms, Bossuet continue : « Voilà ce qu'on publie en Angleterre ; et sa réformation s'établit en foulant aux pieds, jusque dans la source, tout le christianisme de la nation. Mais une nation si savante ne demeurera pas longtemps dans cet éblouissement : le respect qu'elle conserve pour les Pères et ses curieuses et continuelles recherches sur l'antiquité, la ramèneront à la doctrine des premiers siècles. Je ne puis croire qu'elle persiste dans la haine qu'elle a conçue pour la chaire de saint Pierre, d'où elle a reçu le christianisme. *Dieu travaille trop puissamment à son salut en lui donnant un roi incomparable en courage comme en piété.* Enfin, les ~~teffeffe~~ ^{mp} de vengeance et d'illusion passeront, et Dieu écoutera les gémissements de ses saints. »



vilèges, il n'est jamais permis de résister aux princes et d'opposer la force à la violence. » Quoique l'avènement de Guillaume pût sembler une quasi-légitimité, c'était cependant une usurpation, la violation formelle et éclatante de la majesté et du droit divin des couronnes, le droit de la nation opposé aux privilèges de la royauté. Jurieu le comprit ; et dans l'espoir peut-être d'amener en France une révolution semblable à celle d'Angleterre, élevant et généralisant la question, au lieu de se borner à une simple justification de Guillaume III, comme faisaient plusieurs calvinistes français, entre autres Abbadie, il plaida la cause du droit éternel des peuples avec une précision et une netteté jusqu'alors sans exemple.

Le principe de la souveraineté du peuple reparaît donc dans les spéculations politiques. Il avait toujours subsisté parmi les calvinistes de France au moins dans leur administration religieuse, où ils continuèrent à l'invoquer et à l'appliquer, au lieu du principe d'autorité, qui plaisait seul aux catholiques.

C'est là un fait considérable dans l'histoire des idées de notre pays ; et l'opposition de la république protestante et de la monarchie catholique ou romaine, qui était comme le prélude de l'opposition des deux Églises dans la politique, me paraît d'une telle importance que je ne craindrai pas de citer un long passage des *Variations*, où Bossuet l'exprime avec sa magnificence et sa véhémence ordinaires.

« Après avoir mis, dit-il, dans la tête d'un peuple, qu'il est particulièrement inspiré de Dieu, il n'y a pour l'achever qu'à dire encore qu'il peut faire à son gré des conducteurs, déposer tous ceux qui sont établis, en établir d'autres qui n'agissent que par le pouvoir qu'il leur a donné. M. Claude et M. Jurieu s'accordent encore dans cette doctrine.

L'Église catholique parle ainsi au peuple chrétien : vous êtes un peuple, un état et une société ; mais Jésus-Christ qui est votre roi ne tient rien de vous, et son autorité vient de plus haut. Vous n'avez non plus le droit de lui donner des ministres (1) que de l'instituer votre prince. Ainsi, ses ministres, qui sont vos pasteurs, viennent de plus haut comme lui-même, et il faut qu'ils viennent par un ordre qu'il ait établi. Le royaume de Jésus-Christ n'est point de ce monde, et la comparaison que vous pourrez faire entre ce royaume et ceux de la terre est caduque. En un mot, la nature ne vous donne rien qui ait rapport avec Jésus-Christ et son royaume, et vous n'avez aucun droit que celui que vous trouvez dans les lois ou dans les coutumes immémoriales de ces sociétés. Or, ces coutumes immémoriales, à commencer par les temps apostoliques, sont que les pasteurs déjà établis, établissent les autres... Voilà comme on

(1) Bossuet nie-t-il la participation du peuple ou des laïques (λαός, peuple) à la nomination des évêques dans la primitive église (au moins du II^e siècle au IV^e siècle inclusivement) ?

parle dans l'Église, et les peuples ne présument pas au-dessus de ce qui leur est donné.

Mais la Réforme leur dit tout le contraire. En vous, leur dit-elle, est la source du pouvoir céleste (1) ; vous pouvez non-seulement présenter, mais établir les pasteurs. S'il fallait prouver ce pouvoir par les Écritures, on y demeurerait court... N'importe : faites toujours, ô peuple. Croyez que le pouvoir de lier et de délier, d'établir et de détruire est en vous, et que vos pasteurs n'ont de pouvoir que comme vos représentants ; que l'autorité de leurs synodes vient de vous ; qu'ils ne sont que vos délégués ; croyez, dis-je, toutes ces choses, encore que vous n'en trouviez pas un seul mot dans l'Écriture ; et croyez surtout que, lorsque vous vous croirez inspirés de Dieu pour réformer l'Église, dès que vous serez rassemblés en quelque manière que ce soit, vous pourrez faire ce qu'il vous plaira de vos pasteurs, sans que personne puisse vous enlever cette liberté, à cause qu'elle est naturelle (2). » Voilà donc l'esprit des deux communions dans les affaires religieuses ; c'est le même esprit qui s'est développé de plus en plus en politique, le catholicisme inclinant à la royauté absolue et le protestantisme à la monarchie constitutionnelle et à la république. Les calvinistes français qui avaient conservé cet esprit démocra-

(1) Je ne sais ce que veut dire Bossuet par ces mots. Jamais, que je sache, les protestants n'ont rien dit de tel.

(2) *Hist. des Variations*, liv. XV, p. 635, éd. de Besançon.

tique dans leur Église, l'avaient oublié depuis soixante ans dans les choses de gouvernement ; ils n'étaient pas moins zélés royalistes que leurs adversaires au moment de la Révocation, même après tant de violations partielles, soit directes, soit indirectes de l'Édit de Nantes. La persécution les remit dans leur voie naturelle et les rappela plus ou moins à leurs vrais principes. Mais Jurieu fut le seul qui comprit pleinement que la cause de la Réforme et celle des institutions libérales n'étaient qu'une seule et même cause. Ce Français, né et nourri dans des idées toutes monarchiques, saisit mieux que les Anglais eux-mêmes la portée et le sens de leur Révolution de 1688.

Je laisse de côté la question de savoir si les chrétiens, en tant que chrétiens, ont le droit de résister aux puissances établies qui les persécutent et de repousser la force par la force. Que Bossuet et Jurieu se battent là-dessus, tant qu'ils voudront, à force d'exemples, de textes sacrés, de commentaires et de gloses ; je ne m'attache qu'aux principes du droit naturel, qu'aucune religion positive ne saurait détruire. Or, voici ces principes d'après Jurieu. Le peuple fait les souverains et donne la souveraineté ; donc le peuple possède la souveraineté dans un degré plus éminent ; car celui qui communique doit posséder ce qu'il communique, d'une manière plus parfaite. Et quoiqu'un peuple qui a fait un souverain n'exerce plus la souveraineté par lui-même, c'est pourtant la souveraineté du peuple qui est exercée par le souverain ; et

l'exercice de la souveraineté qui se fait par un seul n'empêche pas que la souveraineté ne soit dans le peuple comme dans sa source et comme dans son premier sujet. D'où il suit que le peuple peut exercer sa souveraineté par lui-même dans certains cas, même sur les souverains, et qu'il a droit de les juger, de leur faire la guerre, de les priver de la couronne, de changer l'ordre de succession et même la forme du gouvernement. Car le gouvernement repose sur un contrat, et il est contre la raison qu'un peuple se livre à un souverain sans pacte, absolument et sans condition : un tel traité serait nul de soi, étant contre nature. Ce serait donner au souverain le droit de nuire au peuple et même de le détruire, droit monstrueux que le peuple ne possède pas lui-même. Il ne s'agit pas ici de la constitution de quelque État ; il s'agit du droit naturel et universel que le ministre protestant veut retrouver dans tous les États, si peu que le gouvernement en soit raisonnable et légitime. Il est contre la nature, dit Jurieu, de se livrer sans quelque pacte, c'est-à-dire de livrer sans réserve le droit souverain.

Cela paraît prodigieux à Bossuet (1) ; rien, au

(1) Ce qu'il y a de plus singulier, c'est que Bossuet est peut-être de tous les écrivains celui qui a le plus fortement exprimé le consentement des sujets, impliqué dans ce pacte fondamental. On lit dans la *Politique tirée de l'Écriture sainte* (liv. I, art. iv, prop. vi) : « Pour entendre parfaitement la nature de la loi, il faut remarquer que tous ceux qui en ont bien parlé l'ont regardée dans son origine comme un pacte et

contraire , ne nous semble aujourd'hui plus naturel et plus vrai. Il n'y a donc point de relation au monde, continue Jurieu , qui ne soit fondée sur un pacte mutuel, tacite ou exprès, lequel entraîne des obligations réciproques, excepté l'esclavage, tel qu'il était entre les païens, qui donnait droit de vie et de mort sur un esclave, sans au-

un traité solennel par lequel les hommes conviennent ensemble, par l'autorité des princes, de ce qui est nécessaire pour former leur société. On ne veut pas dire par là que l'autorité des lois dépende du consentement et acquiescement des peuples, mais seulement que le prince, qui d'ailleurs par son caractère n'a d'autre intérêt que celui du public, est assisté des plus sages têtes de la nation et appuyé sur l'expérience des siècles passés. Cette vérité, constante parmi les hommes, est expliquée admirablement par l'Écriture. Dieu assemble son peuple, leur fait à tous proposer la loi, par laquelle il établissait le droit sacré et profane, public et particulier de la nation, et les en fait tous convenir en sa présence. Tout le peuple consent expressément au traité. Les lévites disent à haute voix : — Maudit celui qui ne demeure pas ferme dans toutes les paroles de cette loi et ne les accomplit pas ! — Et tout le peuple répond : Amen, qu'il soit ainsi ! — Il faut remarquer que Dieu n'avait pas besoin du consentement des hommes pour autoriser sa loi, puisqu'il est leur créateur, qu'il peut les obliger à ce qui lui plaît (Non !!), et toutefois, pour rendre la chose plus solennelle et plus ferme, il les oblige à la loi par un traité exprès et volontaire. » Si Dieu respecte assez la liberté des hommes pour demander leur libre consentement à ses lois, ce consentement, quoi qu'en dise Bossuet, est donc nécessaire pour valider et ratifier la loi proposée par de simples mortels. C'est ce que dit Jurieu, mais non pas avec l'éloquence de l'exemple cité par Bossuet.

cune connaissance de cause. Mais ce droit était faux, tyrannique, purement usurpé et contraire à tous les droits de la nature. Il est donc certain, poursuit Jurieu, qu'il n'y a aucune relation de maître et de serviteur, de père et d'enfant, de mari et de femme, qui ne soit établie sur un pacte mutuel et sur des obligations mutuelles, en sorte que, quand une partie anéantit ces obligations, elles sont anéanties de l'autre côté. Jurieu prend peut-être mal ses exemples; ainsi les relations de père et d'enfant sont fondées purement sur le droit naturel et non sur un contrat. Mais Bossuet a beau crier au prodige; Jurieu n'a pas moins raison de dire: « Il n'y a rien de plus inviolable et de plus sacré que les droits des pères sur leurs enfants; néanmoins les pères peuvent aller si loin dans l'abus de ces droits qu'ils les perdent. » A plus forte raison, lorsqu'il s'agit des droits réciproques de femme et de mari. Car un mari qui abuse de son pouvoir sur sa femme, la met par cela même en droit de demander la protection des lois, de rompre tout lien et toute communion, de résister, en un mot, à toutes ses volontés. « C'est avec une audace, une autorité extraordinaire et décisive, écrit Michelet, que Jurieu proclame ceci: Dieu même a fait pacte avec l'homme; il n'use point du pouvoir sans borne; il veut régner par le droit. Nous devons dire que si, par impossible, Dieu cessait d'être juste, ruinait sans cause des sociétés innocentes, il n'aurait plus autorité sur elles. Si Dieu damnait un juste, il ne serait plus

Dieu. Quelle chose monstrueuse est-ce donc d'attribuer à des hommes une puissance que Dieu ne s'attribue pas à lui-même (1). » Bossuet dit la même chose lorsqu'il prononce ce grand mot : Dieu lui-même a besoin d'avoir raison, ou, ce qui revient au même, il n'y a pas de raison contre la raison et par conséquent de droit contre le droit ; et pourtant Bossuet, dans son *V^e Avertissement*, reconnaît partout comme un droit, dans des hommes mortels non moins qu'en Dieu, l'indépendance absolue et l'usage illimité et arbitraire de l'autorité. A ceux qui se scandalisent des principes politiques qui précèdent et du droit d'insurrection que ces maximes impliquent, Jurieu répond simplement : « Nous ne disons pas qu'il soit permis de résister aux rois jusqu'à leur couper la tête. Il y a bien de la différence entre attaquer et se défendre. La défense est légitime contre tous ceux qui violent le droit des gens et les lois des nations. Mais il n'est pas permis d'attaquer les rois et surtout des rois innocents pour leur faire subir un honteux supplice. »

Bossuet s'est efforcé de répondre à Jurieu dans le *V^e Avertissement*, et si nous en croyons le cardinal Bausset, il l'a fait victorieusement. Mais

(1) Jusqu'ici, n'ayant pu me procurer les *Lettres pastorales*, j'ai fait mon exposition avec des textes de Jurieu, cités littéralement par Bossuet, et je l'ai fait sans le moindre scrupule. Je suis moins assuré que les paroles que je cite ici soient textuellement de Jurieu. C'est sans doute un résumé, et j'en laisse la responsabilité à Michelet.

j'avoue que j'entre tout d'abord en défiance de ces raisonnements victorieux de Bossuet, quand je le vois soutenir l'esclavage dans une longue page, dont il m'est impossible d'admettre une syllabe. Cela ne lui suffit pas. Il vient de justifier et par le droit des gens et par l'Écriture l'esclavage individuel; il va maintenant justifier l'asservissement de nations entières. « Cela, dit-il, va plus loin que ne pense M. Jurieu. Car il méprise le droit de conquête jusqu'à dire que la conquête est une pure violence; ce qui est dire manifestement que toute guerre en est une, et par conséquent contre le propre principe du ministre qu'il ne peut jamais y avoir de justice dans la guerre (1), puisqu'il n'y a rien qui s'accorde moins que la justice et la violence. Mais si le droit de servitude est véritable, parce que c'est le droit du vainqueur sur le vaincu, comme tout un peuple peut être vaincu jusqu'à être obligé de se rendre à discrétion, tout un peuple peut être serf, en sorte que son seigneur en puisse disposer comme de son bien, jusqu'à le donner à un autre sans demander son consentement. » Ne serait-ce pas le cas de pousser les exclamations dont Bossuet abuse à l'égard de Jurieu : « Où en sommes-nous, bon Dieu ! Quel prodige de doctrine, etc., etc. ? » Mais la question de l'esclavage individuel et celle de la conquête

(1) Mais, sans doute, dans la guerre d'agression. Si Jurieu parle de guerre défensive, lorsqu'il fait une exception à la condamnation de la guerre, où est la contradiction ?

est tellement jugée, grâce aux philosophes du XVIII^e siècle, qu'il suffit de citer de pareilles thèses pour les réfuter. Je ferai seulement une remarque : Bossuet était bien de son temps. On vit rarement moins de souci du droit et de l'humanité qu'au XVII^e siècle. On sacrifiait tout à l'État, à la gloire du roi, à je ne sais quelle règle et discipline. Cela tient, je crois, à un attachement aveugle et sans borne à la tradition, d'abord à la tradition romaine et à la plus mauvaise, c'est-à-dire à celle de l'empire, et ensuite à la tradition biblique qui, au moins dans l'Ancien Testament, n'est pas une meilleure école de liberté, de droit, de justice et d'humanité que le Césarisme. Cette double tradition était surtout vivante dans les familles parlementaires où se recrutait en grande partie le personnel du gouvernement et de l'administration, et dans l'Église, qui était en possession de la morale et de la direction des âmes, et d'où sortirent à peu près tous les publicistes de cette époque. Comment le droit, sans lequel il n'y a pas d'humanité véritable, aurait-il présidé au gouvernement d'une société dont les deux classes les plus éclairées, les deux classes dirigeantes, ne surent jamais ce que c'est que l'individu, ce que c'est que la liberté personnelle, et furent toujours prêtes à sacrifier l'un et l'autre à l'État, personnifié dans un seul homme, comme au temps des Césars ? Cette absence du sentiment du droit et ce défaut d'humanité sont un des caractères les plus profonds de la belle période du grand règne. On est confondu

de la froide sérénité avec laquelle des écrivains de génie qui, malgré quelques apparences, ne manquaient pas d'entrailles ni de cœur, immolent la réalité à des abstractions, et l'humanité à la divinité fantastique d'un homme. Les revendications de Jurieu devaient leur sembler bien étranges, pour ne pas dire monstrueuses et folles (1).

Il est inutile de suivre Bossuet dans sa longue et pompeuse réfutation des principes démocratiques du ministre protestant : Michelet en a fait justice dans une page pleine de verdure et dont les vivacités mêmes ne sont pas sans vérité et sans philosophie. Rien ne lui paraît plus pauvre que cette argumentation toute composée des vieilleries de la paternité royale, de l'État-famille, des sophismes usés de Hobbes sur la nécessité de se donner un maître. « Bossuet, s'écrie l'historien, croit embarrasser notre ministre en lui demandant : Où et comment s'est fait le contrat entre le prince et le peuple ? Belle demande ! C'est à peu près celle d'un élève en géométrie qui ne voudrait admettre les propriétés du triangle qu'autant qu'il aurait vu des corps triangulaires. Que de tels corps existent ou n'existent pas, cela ne fait rien à l'affaire. Le triangle n'en subsiste pas moins d'une vérité éternelle. En justice, c'est comme en justice, les rapports légitimes ne tiennent nullement

(1) Rien n'est plus curieux et plus triste à cet égard que la correspondance de Colbert au sujet du recrutement de ses galères ou de sa marine à rames.



à tel fait matériel, moins encore à la durée, à l'antiquité de ce fait. Si les Anglais ont dit très-justement notre glorieuse constitution, ce n'est pas parce qu'ils trouvèrent un parchemin troué dans les tombeaux des rois normands; c'est parce que pour la première fois fut posée simplement, hors du nuage théologique, la pure lumière du droit invariable qui a toujours existé, non comme fait, mais comme vérité. »

Jurieu, d'ailleurs, a victorieusement répondu à la question de Bossuet dans *les Soupirs de la France esclave*. Après avoir représenté, dans les cinq premiers mémoires, l'état actuel de la France, l'esclavage du clergé, la dégradation de la noblesse, l'asservissement de la magistrature, l'anéantissement de tous les droits du peuple, l'oppression et la misère générale sous un gouvernement sans frein et aussi tyrannique que celui du grand Turc, après avoir analysé les causes de cette déplorable servitude et les moyens par lesquels elle se maintient, Jurieu prouve par l'histoire que c'est le despotisme qui est nouveau en France, et non la liberté. Les rois, au moins, dans les deux premières races, quoiqu'ils succédassent à leurs pères, n'étaient rois que par élection et du consentement du peuple, lorsqu'ils avaient été élevés sur le bouclier; ni les dépositions ne sont rares, ni les interruptions dans le droit de succession. Le pouvoir des rois était limité par les grandes assemblées qui se tenaient tous les ans au mois de mars, puis au mois de mai, où les lois présentées étaient

sanctionnées, où se réglaient les grandes affaires de paix et de guerre ; il fut limité plus tard par le parlement, qui n'était dans l'origine qu'un abrégé des états-généraux. Les grands seigneurs, hors l'hommage, étaient indépendants des rois par leurs droits et privilèges. La justice ne se rendait pas par des juges, serviteurs du roi et choisis par lui ; chacun était jugé par ses pairs ; et le jury, dont il ne restait plus de traces en France sous Louis XIV, n'est pas moins ancien dans nos institutions que dans celles d'Angleterre. Enfin, le roi n'avait point de finances ; et lorsque les impôts commencèrent, ils durent être consentis par la nation. Voyez les États de 1355. « Il y fut ordonné que nul trésorier ou officier du roi n'aurait la direction et le manie-ment des deniers votés par l'assemblée, mais que les trois États commettraient des gens d'une probité connue, bons et solvables, qui en ordonne-raient selon leurs instructions, et que ces commis-saires généraux en nommeraient en chaque pro-vince neuf particuliers, trois de chaque ordre.... Le roi s'engagea par serment de ne pas employer ces deniers à autre usage qu'à celui de la guerre ; et les trésoriers généraux jurèrent aussi sur les Évangiles qu'ils ne permettraient pas qu'on les employât à autre chose, quelque mandement qu'ils pussent recevoir du roi, et en cas qu'il voulût les contraindre de détourner ces deniers à un autre usage, il leur fut permis de s'y opposer par voies de fait, c'est-à-dire par armes, jusqu'à demander du secours aux villes voisines. Et il fut de plus or-



donné que le mois de mai suivant les États se rassembleraient à Paris pour voir et examiner le compte de ce qui aurait été levé et employé. » Certes ce style de greffier est loin du grand style de Bossuet ; mais il suffit à exprimer des notions exactes et précises. Ce ne sont pas des discours magnifiques et des raisonnements en l'air ; ce sont des faits incontestables ; ce ne sont point des idées *à priori* ou tirées soit de la tradition biblique, soit de la tradition césarienne, qui n'ont rien à voir avec notre droit public ; c'est l'enseignement que donne notre histoire elle-même. Or, conclut très justement Jurieu, cela a-t-il l'air d'une puissance absolue, telle que celle dont on se sert aujourd'hui ?

Il insiste sur ce fait des finances, fait capital en effet. Car on peut appliquer à la royauté le dicton vulgaire : Point d'argent, point de suisse. Point d'impôts arbitrairement levés et employés, point d'armées permanentes pour opprimer le pays, et par conséquent point de royauté absolue. C'est le droit que les rois de France se sont arrogé de lever à leur gré et sans le consentement des peuples des tributs sur les sujets, qui peu à peu a établi leur autorité despotique et sans bornes. Jurieu indique et suit ces empiétements ; il en donne la date et dissipe par là le fantôme d'une monarchie de 14 siècles, à la façon de celle de Louis XIV. Je le laisse parler lui-même : « Dans la suite (c'est-à-dire depuis Charles VII), on ne voit qu'entreprises et attentats sur la liberté publique. Peu à peu les



rois se sont attribué le droit de régler les impositions. Ils les ont fait recevoir par leurs créatures et leurs officiers. Ils ont érigé des tribunaux et des cours de justice, des charges d'intendants et de surintendants des finances, des trésoriers et des receveurs généraux absolument dans leur dépendance ; enfin, ils ont fait passer pour une loi et un droit incontestable cette énorme et détestable maxime que le roi est maître de tous nos biens, qu'il peut lever sur nous tels tributs qu'il lui semble bon, qu'il peut employer les finances sorties des veines du peuple non seulement à la défense de l'État, mais aussi à soutenir les prodigieuses dépenses de sa cour, de son luxe, de ses bâtiments et de ses débauches. Cependant il est constant : 1° que le droit de lever les impôts sans permission du peuple n'est pas attaché aux rois de France ; 2° que cette coutume est très nouvelle ; 3° que ce droit a toujours dépendu des peuples et des États ; 4° que les rois n'ont pu et n'ont dû faire aucun changement dans la quantité des impôts et dans la manière de les lever que par le consentement des trois États ; 5° qu'il n'était pas au pouvoir des rois d'employer ces deniers selon leurs caprices, et qu'ils en étaient responsables aux États dans la personne des officiers qui travaillaient à ces levées et à l'emploi de ces deniers. Avant Charles VII, ces prodiges d'opinion étaient inconnus, que le roi peut lever des impôts sans le consentement des peuples et qu'il est en droit d'en faire ce qu'il veut. Mais Louis XI, l'oppresser de



nos libertés, gagna, par crainte ou par bienfaits, des esclaves qui débitèrent cette maxime, à laquelle on s'opposa fortement. »

Jurieu n'invente rien; il énonce simplement le témoignage de l'histoire; et il n'a même pas besoin d'interpréter ce témoignage, toute interprétation pouvant dépendre des vues de l'auteur et être fausse. Il cite la pensée même des contemporains, seuls interprètes irréfutables de leurs franchises et des vieilles coutumes. Ce n'est pas Jurieu, c'est Commynes qui nous explique la vraie théorie de la monarchie française, lorsqu'elle se tenait dans ses limites légitimes. « Y a-t-il roi ni seigneur sur terre, dit cet historien, qui ait pouvoir, outre son domaine, de mettre un denier sur ses sujets sans octroi ni consentement de ceux qui doivent payer, sinon par tyrannie et par violence ? On pourrait répondre qu'il y a des saisons qu'il ne faut pas attendre l'assemblée, et que la chose serait trop longue. A commencer la guerre et à l'entreprendre, il ne faut pas tant se hâter, et a-t-on assez de temps. Et si vous dis que les rois et princes en sont trop plus forts, quand ils l'entreprennent du consentement de leurs sujets... Notre roi est le seigneur du monde qui le moins a cause d'user de ce mot : J'ai privilège d'user sur mes sujets ce qui me plaît. Car ni lui ni autre ne l'a ; et ne lui font nul honneur ceux qui ainsi le dient pour le faire estimer plus grand. Mais ils le font haïr et craindre aux voisins, qui pour rien ne voudraient être sous sa tyrannie; même aucuns du royaume s'en pas-

seraient bien, qui en tiennent. Mais si notre roi et ceux qui le veulent louer et agrandir, disaient : J'ai les sujets si bons et si loyaux, qu'ils ne me refusent chose que je leur sache demander, il me semble que cela lui serait grand los, et non pas dire : Je prends ce que je veux et en ai privilège. Le roi Charles Quint ne le disait pas ; aussi ne l'ai-je entendu dire aux rois, mais à de leurs serviteurs, à qui il semblait qu'ils fesaient bien la besogne. Mais selon mon avis ils (se) méprenaient envers leur seigneur et ne le disaient que pour faire les bons valets.... » C'est ainsi, ajoute Jurieu, qu'on parlait sous le règne de Charles VIII, c'est-à-dire il y a moins de deux cents ans, et il n'y a pas cent ans que la liberté n'était pas encore tout à fait morte. Car Pasquier, auteur de notre siècle, appelle ces maximes de la puissance absolue pour lever tels tributs que l'on veut, « les maximes de certains esprits hagards. »

Il faut, en effet, beaucoup d'ignorance ou une singulière illusion pour se représenter le gouvernement de Louis XIV, comme l'ancienne et légitime forme de la monarchie française. Qu'on le trouve bon ou mauvais, juste ou injuste, utile ou funesté, il faut avouer, à moins d'ignorer ou de contredire impudemment l'histoire, que ce fut un gouvernement révolutionnaire qui abattit tous les privilèges, tous les droits, toutes les libertés, tous les ordres de l'État devant lui. Le mouvement vers le despotisme avait été fortement imprimé par le dur régime de Richelieu ; mais ce fut



Louis XIV qui le précipita, et qui poussa les choses jusqu'aux derniers excès. Jurieu est donc ici non-seulement l'homme de la raison et du droit naturel, il est encore l'homme de la vraie tradition, tandis que Bossuet n'est en réalité que l'homme de son temps et de Louis XIV, ou que, s'il représente une tradition, ce n'est toujours pas de la tradition française qu'il est l'organe.

Cependant les grandes qualités et même les défauts brillants de Louis, autant et plus que sa fortune et sa puissance, avaient tellement saisi les esprits, on s'était fait du respect et de l'obéissance *quand même* une telle habitude, les Calvinistes de France s'étaient tellement rompus à l'opinion du droit sacré des rois et de leur indépendance souveraine, que Bayle, qui n'était fanatique ni superstitieux en rien, s'éleva avec autant de véhémence que Bossuet, contre ce qu'il appelait la lèpre de Buchanan, contre cette hérésie politique, qui lui semblait saper les fondements de toutes les Sociétés, sans excepter les républiques les plus populaires, contre ce dogme le plus monstrueux dont se puisse infatuer le monde. « Je ne veux point disputer avec vous, dit-il dans son *Avis aux réfugiés*, sur l'origine de la monarchie, ni entreprendre de vous prouver par l'Écriture, que le droit des rois vient de Dieu et non pas des hommes (1), je me contente de vous dire que soit que la souveraineté émane du peuple,

(1) Et celui des Républiques ?



soit qu'elle émane de Dieu, il est absolument nécessaire que la souveraineté soit à pur et à plein ou entre les mains d'un seul comme dans les monarchies, ou entre les mains de plusieurs comme dans les républiques, c'est-à-dire qu'il faut nécessairement dans toutes les Sociétés qu'une ou plusieurs personnes jugent en dernier ressort et sans appel, avec l'autorité de punir les contrevenants, que telles ou telles choses doivent être faites, que c'est ceci ou cela qui est la vraie interprétation ou la bonne application des lois. Car si les peuples se réservaient le droit d'examen et la liberté d'obéir ou de n'obéir pas (1), selon qu'ils trouveraient de la justice ou de l'injustice dans les ordres de ceux qui commandent, il ne serait pas possible de conserver le repos public, ni de rien exécuter pour le bien commun, puisqu'il n'y a point de règlement ou de loi qui plaise de telle sorte à tous les sujets, que la véritable raison pour laquelle chacun obéit, est qu'après avoir bien examiné la chose, on la trouve juste. » Bossuet poussa un long cri de joie en

(1) Bayle confond ici deux choses. Une loi est mauvaise ou mal interprétée, si chacun a le droit d'obéir ou de n'obéir pas : il n'y a plus de société possible. Mais en obéissant, je conserve le droit d'examiner la loi en elle-même, de montrer par la parole qu'elle est mauvaise ou qu'on l'interprète mal, par conséquent d'en provoquer ou l'abolition ou une rédaction plus claire. Tant pis pour les sociétés qui ne laissent pas le libre usage de ce droit à leurs membres : elles les condamnent ou à l'esclavage ou à la révolte.



lisant ces lignes imprudentes : il avait trouvé un auxiliaire dans le camp ennemi.

Que veut donc Bayle ? Qu'est-il en politique ? Quelle est sa pensée ? Il ne le sait pas trop bien lui-même. A coup sûr, il veut le repos à tout prix ; hors de là, il n'est pas plus pour les préjugés monarchiques de Bossuet, que pour les préjugés républicains dont il accuse ses coreligionnaires. Bayle incline fortement à la monarchie dont il aime la stabilité. Mais sa foi monarchique ressemble plus à celle d'un bon et timide bourgeois de nos jours qu'à celle de Louis XIV ou de Bossuet. Il ne croit guère au droit divin ; il n'admet pas que les souverains aient qualité pour intervenir dans les matières de conscience ; il doute fort que les Français aient pour leur monarque cet amour sans bornes dont on fait tant de bruit ; il fait remarquer, bien avant les disgrâces de Louis XIV, que les républiques ont souvent humilié les rois ; il oppose l'abondance et la prospérité de la Hollande où les paysans mêmes sont bien vêtus, bien logés, bien nourris, à la misère où croupissent les sujets de tant de royaumes ; aux admirateurs indiscrets d'Auguste, il rappelle ce que Rome devint sous Tibère et sous Néron ; et citant le mot de Tacite : *Dedimus profecto grande patientiæ documentum*, il oppose aux maux du despotisme les biens et les charmes de la liberté. S'il blâme les libelles politiques que ses coreligionnaires publiaient en Hollande contre Louis XIV, il avoue qu'ils ont souvent raison au fond, mais il veut qu'on ait des égards

même pour le sultan et sa famille. « Quelque Turcs que soient les gens, il faut toujours respecter le caractère du monarque. » Quant aux vertus surnaturelles des rois, il est trop dénié sur toutes choses pour ne pas en rire. « Vous me demandez, répond-il à quelqu'un, si je pense que les princes de la maison d'Autriche ont le don des miracles, je n'en sais rien. » Il croit bien toutefois qu'ils ne font pas plus de miracles que les rois de France ne guérissent les écrouelles en les touchant. Car il ajoute ironiquement : « Je puis seulement vous dire ce que j'ai lu dans un livre composé par un conseiller du duc de Wittemberg, qu'ils ont reçu trois grandes grâces de Dieu et de la nature : de la nature, en ce qu'ils ont tous le menton long et les lèvres grosses, ce qui témoigne de leur piété, constance et intégrité; de Dieu, en ce que, donnant de leurs mains un verre d'eau à un goutteux, ils le guérissent, et baisant un bègue, ils lui dénouent la langue. » Voilà la superstition monarchique de Bayle.

Ce qui l'embarrasse, ce qui le fait royaliste et contraire aux opinions de son parti et de Jurieu, c'est la difficile question de savoir où commencent, où s'arrêtent les droits des gouvernés. L'Évangile lui paraît répondre oui et non sur cette question comme sur tant d'autres. Si Pierre et Paul disent en termes formels qu'il faut obéir aux puissances, non seulement par le motif de la crainte, mais encore par un motif de conscience, Pierre ne dit pas moins expressément qu'il vaut mieux obéir

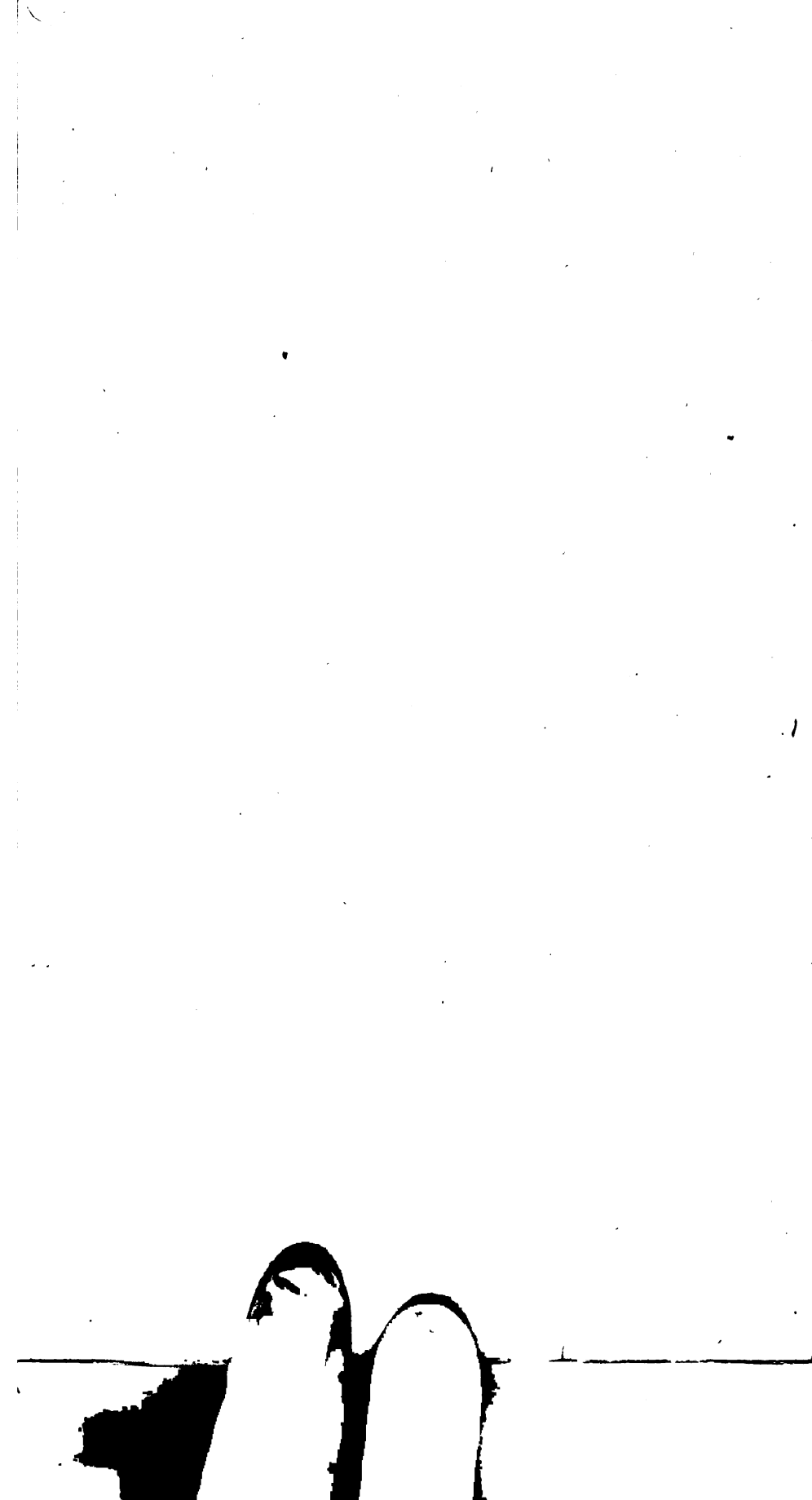
à Dieu qu'aux hommes. La raison ne répond pas d'une manière moins ambiguë que l'Écriture. Reconnaît-on aux sujets le droit illimité d'examen et de résistance, c'est exposer l'État à des révolutions continuelles. Mais faudra-t-il imiter Ignace de Loyola, qui se laissait martyriser par un médecin ignorant pour ne pas manquer au grand principe d'autorité ? Cela paraît bien absurde. Il semble que les embarras de Bayle auraient dû cesser à la vue d'un gouvernement mixte et pondéré, qui conciliait et l'obéissance indispensable et les libertés nécessaires des sujets. Mais soit que le gouvernement constitutionnel n'eût pas encore fait assez ses preuves, soit que Bayle, par suite de ses habitudes de dialectique, aimât à s'entortiller dans de vaines questions, comme il y prenait les autres, il a peine à admettre cette constitution politique qui aurait dû plaire à son caractère modéré. Il traite donc très-cavalièrement cette machine compliquée, qui doit toujours dégénérer, selon lui, en monarchie ou en république, selon que les rois ou les sujets sont les plus forts. « On met, dit-il, trop ou trop peu de ces ingrédients, et c'est ce qui gâte tout. C'est un principe nouveau d'altération et de maladie. » D'ailleurs n'y a-t-il pas là aussi une fiction, une illusion ? « Le pauvre peuple se persuade qu'il jouit d'une perpétuelle souveraineté, sous prétexte que tous ces ballottements (du régime représentatif) ne dépendent pas du caprice d'une seule tête, mais de celui de deux ou trois cents. » Bayle accepterait donc volontiers

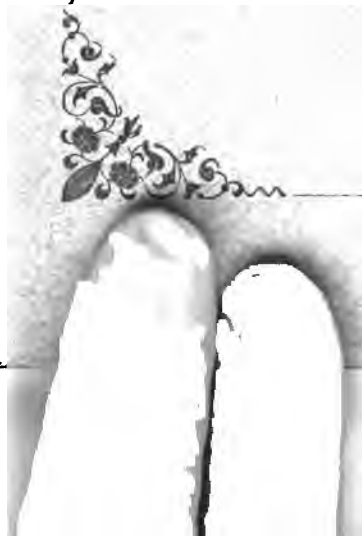
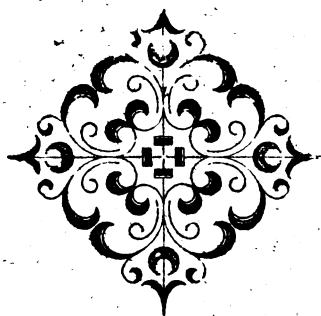
une monarchie absolue, pourvu qu'on pût discuter, enseigner, publier ses opinions sans être inquiété, et que les souverains se contentassent d'administrer les affaires civiles sans penser à opprimer les consciences. Le scepticisme, toujours égoïste et par conséquent aveugle par quelque côté, trompe ici cette intelligence si droite et si lucide. Car, ainsi que le dit éloquemment Michelet, la liberté politique (cette liberté dont Bayle paraît si peu se soucier) est logiquement la première, parce qu'elle enveloppe et protège toutes les autres. L'État libre garde seul le foyer, la foi, la pensée. A tort, la pensée solitaire dans son orgueil stoïque croirait se sauver seule : on ne peut se sauver qu'ensemble. A tort, la foi et la famille s'enveloppant d'innocence, croiraient subsister seules. Regardez nos protestants, humbles royalistes et martyrs, que deviennent-ils au martyre de leurs femmes et de leurs enfants ? La plupart succombent et ne peuvent conserver leur foi. » Les faits donnaient raison à Jurieu, à cet insensé qui excitait les rires et parfois les colères de Bayle. Désavoué par Genève, par l'école de l'orthodoxie calviniste et de l'obéissance, moqué par les indifférents et les sceptiques, combattu et paralysé dans sa lutte contre le despotisme persécuteur par le doux Saurin et le pacifique Basnage, Jurieu, seul contre tous, ressemblait à la prophétesse antique rendant en vain des oracles qui ne rencontraient que risée et qu'incrédulité. Seul pourtant il semblait lire dans l'avenir ; et bientôt les catholiques de France

eux-mêmes, par leurs plaintes autant que par leurs utopies politiques, donnèrent raison à l'auteur des *Lettres pastorales* et des *Soupirs de la France esclave*.

Voilà donc, pour finir par où j'ai commencé, les beaux résultats de la Révocation. L'esprit de contradiction qu'on aurait cru anéanti pour jamais dans le règne de l'autorité, reparaît avec une puissance jusqu'alors inconnue. La souveraineté du peuple, à laquelle personne ne pensait plus, même en rêve, se réveille, et menaçante, se dresse en face du despotisme tout-puissant ; et ces deux revenants creuseront lentement, mais sûrement, la fosse où tomberont d'une chute commune la religion d'État et la royauté de droit divin.

—









3 6105 024 612 31

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES
STANFORD AUXILIARY LIBRARY
STANFORD, CALIFORNIA 94305-6004
(650) 723-9201

salcirc@sulmail.stanford.edu
All books are subject to recall.
DATE DUE

NOV 7 2001
OCT 29 2001

DEC 19 2001
NOV 19 2001
DEC 04 2001
DEC 17 2001

